

Rouge

Un dirigeant
de Solidarnosc
menacé d'expulsion
par la France

p 14

M 1578 N°1107 6,50F

Hebdomadaire de la Ligue communiste révolutionnaire (IV^e Internationale)

du 6 au 12 avril 1984

Les sidérurgistes ont raison !

Retrait du plan acier

Interdiction de tous les licenciements !



Assez de baratin !

Assez ! Hier, à Talbot, 1 905 travailleurs étaient jetés sur le carreau, au nom, bien sûr, de la rigueur économique, objectivement incontournable. « Enfin, voyons, c'est une évidence ! Il y a des sureffectifs à Talbot-Poissy ! Nous comprenons votre colère, mais nous avons étudié les dossiers, nous avons lu les rapports des spécialistes économiques. »... Baratin ! Trois mois après, on apprend que la construction de la 205 sera développée à Sochaux et non pas à Poissy, parce que, figurez-vous, à Poissy, il y a sous-effectifs ! Aujourd'hui, c'est 25 000 à Longwy, Gandrange, Neuves-Maisons, Fos... et là encore les mêmes, toujours aussi sérieux reviennent. Sureffectifs, compétitivité,

etc. Là encore baratin ! Fermer des usines ultra-modernes, construites il y a dix ans ou moins, pour améliorer la compétitivité ? Assez ! Les Krupp, les de Wendel ont joué depuis des lustres avec le sort de millions de travailleurs comme ils jouent avec les milliards. Ce Monopoly macabre n'a rien à voir avec une quelconque rigueur économique. Aujourd'hui, ils sont disqualifiés, mais c'est le gouvernement docile aux injonctions du patronat européen qui assume ce criminel héritage. Alors, assez ! Les projecteurs du pays se tournent vers les acteurs des salons feutrés pour voir si, du fond de son fauteuil, le président, son pouce vers le bas, ordonnera

la mise à mort des ministres du PCF. Non, le sort des dizaines de milliers de travailleurs voués aux licenciements, celui des dizaines de milliers d'autres qui sont sur la liste, ne se règlera pas dans ces « petites phrases » qui émeuvent les médias. Ces gens-là ne tiennent leurs places que des voix apportées par les travailleurs. Alors, tous ensemble dans tout le pays, reprenons ces voix pour qu'elles clament le refus de cette lâcheté. Ensemble, travailleurs, quel que soit notre parti ou notre syndicat, c'est notre sort à tous qui se joue. Ne le laissons pas entre des mains prêtes à signer tous les reniements. Il n'y aura de fatalité que si nous les laissons faire.

REPERES

Maintien des droits pour les travailleurs du spectacle au chômage

Le 15 mars, les travailleurs intermittants du spectacle (artistes interprètes, musiciens, réalisateurs, techniciens) étaient en grève générale, à l'appel unitaire des syndicats CGT et CFDT. Cette grève a été largement suivie : 90 % des théâtres ont dû fermer, 90 % de la production télévisuelle a été arrêtée et 70 % de la production cinématographique.

Les intermittants du spectacle avaient jusqu'ici un régime spécifique d'assurance chômage, annexé au régime interprofessionnel. Le nouveau régime d'assurance chômage, dont les principes ont été acceptés par la plupart des confédérations en janvier, et par la CGT et la CFDT fin février, entérine une baisse catastrophique des droits pour tous les chômeurs. L'application de ce régime dans des professions constituées surtout d'intermittants — c'est-à-dire de gens travaillant au cours de l'année pour de nombreux employeurs sous des contrats à durée déterminée, souvent un seul jour — aurait un effet désastreux. Sur les trente mille intermittants du spectacle, 60 à 70 % (d'après une étude récente de l'UNEDIC elle-

même) seraient sans ressources entre deux contrats, donc obligés de quitter le métier. Ce serait l'équivalent du licenciement collectif de quinze à vingt mille travailleurs. Et bien sûr, forts de l'accord de la convention UNE-DIC, les patrons ne veulent pas entendre parler d'une augmentation de la cotisation chômage. Et pourtant, premiers bénéficiaires de l'intermittance, ils cotisent dans ce secteur en dessous du taux patronal général.

Dans un premier temps, la grève a permis le maintien des droits actuels pour deux mois supplémentaires, jusqu'au 31 mai. Les « partenaires sociaux » sont censés négocier pendant ce temps une adaptation du régime général aux spécificités du spectacle.

Les confédérations syndicales n'ont pas mobilisé. Ce sont les syndicats du spectacle, composés essentiellement d'intermittants, qui l'ont fait seuls. Populariser cette lutte, défendre avec acharnement les droits acquis, c'est éviter que le travail précaire ne devienne une règle générale pour les travailleurs du spectacle.

Correspondants

SAINT-ETIENNE Une manifestation unitaire contre Le Pen

Dès l'annonce de la venue de Le Pen à Saint-Etienne, la Ligue des droits de l'homme et le MRAP convoquaient une réunion unitaire. Un tract signé par trente-cinq organisations (CGT, CFDT, FEN, PC, PS, LCR, Collectif immigration, Grain magique, etc.) tiré à soixante-cinq mille exemplaires appelait à une manifestation. La LCR tirait en plus un tract distribué sur Saint-Chamond et Saint-Etienne, dans les lycées, les entreprises, appuyé par de nombreux collages de la LCR.

Le Pen réunissait mille deux cents personnes dans le grand Palais des sports. La manifestation regroupait plus de six mille personnes avec une forte participation des jeunes immigrés. Le PC et la CGT avaient fortement mobilisé ; ni banderole ni cortège PSU. Sans doute frappée par l'austérité, la CFDT était très maigrelette. Sans contestation possible, le pôle le plus attractif où se mêlaient gaieté, combativité et détermination, était composé des cortèges de la LCR (quatre cents personnes) et du Grain magique (six cents personnes) qui se suivaient. Le Grain magique est une association de jeunes immigrés à mi-chemin entre le culturel et le politique, qui fait un travail de sensibilisation très important et très positif sur les problèmes de l'immigration. En alternance, LCR et Grain magique lançaient des slogans repris largement : « Guerre au chômage, pas aux immigrés ! », « A bas la gangrène raciste ! », « Le Pen fasciste, Dubanquet complice ! », « Carte unique, droit de vote pour tous les immigrés ! ».

Cette puissante démonstration de force ne restera pas sans suite, chacun sent bien la nécessité de construire un large front unitaire et permanent contre le racisme et le fascisme.

TARN : Capitulations devant la hiérarchie militaire

A la suite de la signature du protocole Henu-Savary, un collectif anti-symbiose a été créé et se montre très actif. Du 14 au 21 mars, une animation (expos, films) était prévue au centre culturel d'Albi. Mais le 14, le collectif se voit signifier par la direction du CCA l'interdiction de tenir les manifestations prévues. Motif : non conformité avec les statuts et surtout menaces reçues sur la sécurité des locaux et des personnes. Menaces de qui ? Il sera impossible de le savoir.

Toujours est-il que le collectif refuse de quitter les lieux et après la fermeture de la salle d'exposition, il organise l'occupation par le seul accès possible : la fenêtre ouvrant sur la rue.

La clé de l'affaire est la présence d'une caserne de paras dont un détachement a séjourné au Liban. Et le général Cann d'expliquer « Nos gars sont revenus secoués, choqués souvent, de Beyrouth, où l'on a perdu deux des nôtres. » Mais cette atteinte à la liberté d'expression a soulevé un tollé général sur Albi où la quasi-totalité des associations, partis, syndicats ont protesté... à l'exception du PS et de la municipalité dirigée par un maire PS.

Fort de cet appui, le collectif a maintenu l'occupation pendant toute la semaine. Cet événement a confirmé le choix du PS de s'aplatir totalement devant la hiérarchie militaire.

Déjà, en octobre dernier, le collage d'une affiche de la LCR contre l'intervention au Tchad avait fait du bruit : c'était à Castres, siège du 8^e RPIMA, régiment de paras qui est de tous les coups en Afrique et au Liban. La section de la LCR avait conservé un stock d'affiches anciennes datant de l'opération Barracuda. Mais le piquant de l'affaire, c'est qu'à l'époque le PS dénonçait l'intervention, et sa section de Mazamet avait accepté de faire la maquette de l'affiche. D'où l'émoi de la hiérarchie militaire en voyant la mention « sérigraphie PS » sur les affiches en octobre dernier ! Il paraît que l'affaire est remontée jusqu'à Henu, comme a dû remonter celle du centre culturel d'Albi.



HOPITAUX Pas de petits profits

Les directions d'hôpitaux viennent de recevoir un télégramme du ministère des Affaires sociales (n° 16930/ 20 mars 1984) sur l'application du décret accordant une prime de 500 francs aux fonctionnaires. Cette note est signée de Jean de Kervado, directeur des hôpitaux : « Les dispositions de celui-ci pourront être étendues sur décisions de conseils d'administration aux agents contractuels, stagiaires et auxiliaires. » Une façon de dire que rien ne les y oblige, surtout les petits établissements et ceux qui dans les catégories C et D (qui ont les plus bas salaires) ont beaucoup d'agents contractuels et auxiliaires. L'austérité ne connaît pas de petits profits, et le gouvernement devient spécialiste.

POINT DE MIRE

« Normalisation » à la CGT - santé à Bordeaux

Le 20 mars, la commission exécutive du syndicat CGT CHR a dissous la section syndicale de l'hôpital sud et son bureau. Cette décision a été prise contre l'avis de la section qui compte aujourd'hui environ cent vingt syndiqués. Le seul fait reproché à cette section est d'avoir « des activités en désaccord avec les orientations de la CGT ». En fait, la section commençait à devenir trop active aux yeux de certains bureaucrates qui, surtout, n'ont pas admis que les travailleurs aient élu, pourtant démocratiquement, comme responsables de leur section des militants qui ont gardé leur liberté de critique envers les partis au gouvernement et qui affirment leur opposition à la politique anti-ouvrière qu'ils y mènent. Pire, les travailleurs avaient choisi d'élire comme secrétaire de leur section un militant connu pour défendre les idées de Lutte ouvrière !

La section syndicale frappée de dissolution a immédiatement réagi en faisant signer une motion adressée à tous les syndiqués du CHR, dénonçant le caractère scandaleux et antidémocratique de la décision prise par la CE de la CGT. Elle propose aujourd'hui d'élargir sa protestation à toute la CGT, et de mener le débat pour une CGT démocratique, de classe et de masse, indépendante de tout gouvernement.

Les mêmes arguments ont également été employés au CHR de Bordeaux pour exclure du bureau de la section syndicale, où il avait été élu par les travailleurs, un militant, par ailleurs membre de la LCR.

C'est pourtant bien à la lutte contre l'austérité que Krasucki appelait les travailleurs dans son discours. Les bureaucrates fédéraux et locaux n'avaient donc aucune « raison » de « normaliser » la CGT au CHR de Bordeaux ! A moins qu'ils n'aient pas saisi le tournant au vol ? A moins qu'ils poursuivent des buts moins avouables, genre « chasse aux sorcières »...

Ces méthodes sont condamnables car elles affaiblissent le syndicat et le déconsidèrent aux yeux des travailleurs. Elles sont préjudiciables à l'ensemble du mouvement ouvrier.

S. F.

En juillet, deux stages de formation

Cet été, dans un cadre agréable et de bonnes conditions de travail, consacrez une semaine à la formation politique. Comme les années précédentes, nous organisons des stages de formation élémentaire, ouverts aux camarades sympathisants de la LCR, lecteurs de Rouge, toutes celles et tous ceux qui sont intéressés par la politique défendue par la LCR.

Les stages se déroulent dans le Midi (dans la grande région de Toulouse). Le logement se fait en chambre de deux, trois, quatre places. Le prix est de 700 francs, tout compris. Chaque stage commence le samedi à 19 heures avant le repas et se termine le samedi suivant dans l'après-midi. Le premier stage se tient du 30 juin au 7 juillet, le second du 21 juillet au 28

juillet. Pour le premier stage, une crèche-garderie est organisée.

Voici quelques-uns des thèmes traités : les enjeux de la situation politique actuelle ; la social-démocratie et le PS ; le stalinisme et le PC ; la lutte contre l'oppression des femmes ; la crise du capitalisme ; la révolution politique dans les pays de l'Est ; l'internationalisme et internationale ; stratégie révolutionnaire dans les pays capitalistes avancés...

L'on travaille de la façon suivante : exposés en assemblée générale et discussions en petits groupes pour permettre d'approfondir les thèmes abordés. « Commissions à la carte » afin de permettre d'aborder d'autres sujets que ceux prévus dans le programme.

Sommaire

- Bloc-notes p. 2
- Des laïques aux sidérurgistes p. 3
- Lorraine : la colère ouvrière pp. 4-5
- Provence-Alpes-Côte d'Azur p. 6
- « Ce n'est même pas un plan industriel » p. 7
- La loi Debré p. 8
- Interview de J.-L. Mélenchon p. 9
- Le PCF p. 10
- Le procès de Landau p. 11
- Chili, Gabon p. 12
- Turquie p. 13
- L'expulsion de Kowalewski p. 14
- Livres p. 15
- Rassemblement contre l'austérité p. 16

ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1. AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique communiste + les numéros hors série de Critique communiste	450 F	500 F
2. SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO ROUGE 6 mois = 24 numéros	160 F	
3. CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F
4. CAHIERS DU FEMINISME 5 numéros	65 F	75 F
5. INPRECOR 1 an = 25 numéros	250 F	250 F
Abonnements par avion : nous consulter		

Nom _____

Prénom _____

Adresse _____

Formule choisie _____

Règlement à l'ordre de PEC,
2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil
Tél : 859 00 80

Rouge

● Edité par la société Presse-Edition-Communication (PEC)

● Imprimerie Rotographie, Montreuil. Tél : 859 00 31

● Directeur de publication : Robert March

● Commission paritaire 63922

● Rédaction-administration : 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil. Tél : 859 00 80 (lignes groupées)

DES LAIQUES AUX SIDERURGISTES

Le « non » aux reniements

La sérénité apparente du président de la République ne peut cacher le mécontentement grandissant que provoque la politique du gouvernement, les réactions violentes qu'entraînent les dernières décisions sur la sidérurgie.

Les travailleurs lorrains rejettent la liquidation de leur région. Ils ont fait retentir leur colère et ce refus est partagé par tous les syndicats de la région, par la population. En Moselle, des députés, des dirigeants socialistes ont rompu la solidarité avec leur parti. Plusieurs locaux du Parti socialiste ont été mis à sac. Dans les Bouches-du-Rhône, Michel Pezet, secrétaire de la fédération socialiste, a déclaré qu'il fallait annuler les mesures prévues et en particulier la fermeture programmée d'Ugine-aciers à Fos. Le Parti communiste, les dirigeants de la CGT ont spectaculairement pris position contre ces décisions.

Dans quelques jours, des dizaines de milliers de Lorrains seront à Paris pour exiger le retrait des plans de licenciements.

Comment ne pas rapprocher l'hostilité que rencontre la politique du gouvernement sur cette question à l'opposition laïque sur la loi Savary ? Là aussi, le gouvernement a tranché. Le compromis Savary renforce les privilèges de l'école privée. Contre ce projet, à travers le CNAL et ses comités locaux,

Ce numéro de Rouge, comme celui de la semaine prochaine, donne une large place aux mobilisations en cours dans la sidérurgie : au travers de ces luttes en Lorraine, à Fos, comme celle de la navale, par la montée à Paris du 13 avril, le gouvernement est mis devant ses responsabilités. Ou bien il cède aux exigences des travailleurs, ou bien il applique les restructurations patronales, qui « ne sont même pas un véritable plan industriel »... (p. 7).

Au même moment se préparent les manifestations pour l'école publique du 25 avril prochain (p. 8 et 9).

Cela fait autant de raisons supplémentaires, pendant les semaines qui viennent, de diffuser Rouge plus largement. Passez vos commandes, prévoyez des ventes en conséquence.

toutes les forces attachées à l'enseignement laïque se sont élevées. Le 25 avril, dans toutes les villes du pays, des centaines de milliers de travailleurs, et à leur côté de nombreux militants et dirigeants socialistes et communistes seront dans la rue, là aussi contre des mesures du gouvernement.

Des dirigeants socialistes ont même déclaré que le projet Savary aggraverait les lois antilaiques déjà existantes, les lois Guermeur et Debré...

Oui, il y a un fait nouveau dans ce pays à travers ces deux questions, celle des plans industriels et celle de l'école. Des voix s'élèvent massivement et parmi elles, celle de nombreux socialistes, de communistes.

Qui décide vraiment ?

Des militants, des dirigeants des partis qui soutiennent le gouvernement disent publiquement : « Cela n'est pas une politique de gauche, cela ne correspond pas aux choix du 10 mai. » Et on voit ce paradoxe, des partis, des députés de gauche descendront dans la rue le 13 avril, le 25 avril comme si toutes ces décisions leur échappaient, un

peu comme si il y avait un gouvernement de droite à la tête du pays.

Mitterrand joue les grands hommes, et s'est installé dans le moule présidentiel avec toute la stature, l'emphase que de Gaulle a

politique, le retrait des plans de chômage, le retrait du plan Savary sur l'école ?

Oui, l'heure est à l'action. A l'action du « peuple de gauche » comme aimait à dire Mitterrand en 1981. Mais justement pour que le peuple de gauche récupère sa victoire. Pour imposer que le choix fait il y a trois ans dans les urnes soit confirmé aujourd'hui dans la rue par l'action unitaire.

Le choix de l'heure est que dans les entreprises, tous les travailleurs, unis, disent : « Non à cette politique qui ne sert que les patrons et prépare le retour de la droite. » Cela, c'est ensemble en Lorraine, à Fos, dans tout le pays qu'il faut le dire.

Les travailleurs sont en droit d'aller voir les députés qu'ils ont élus il y a trois ans et de leur dire : « Le gouvernement que vous soutenez tous les jours au Parlement porte contre nous des attaques innacceptables. Nous exigeons de vous que vous refusiez cette politique. »

L'heure est à l'action pour le retrait du plan de chômage, pour le retrait du projet Savary contre l'école publique. Aussi la LCR mettra toutes ses forces pour que prennent corps ces exigences à travers la marche des Lorrains dans la capitale le 13 avril et les manifestations laïques du 25 avril.

Laurent Carasso



Manifestation à Metz, le 28 mars, avant l'annonce des mesures du gouvernement. En bas les affrontements à Longwy le 30 mars.

donné à cette fonction avec la Constitution de 1958. Mais ce président « de tous les Français » est-il le président de la gauche, est-il le président dans lequel peuvent se reconnaître les travailleurs ?

Même la majorité parlementaire a du mal à suivre la cavalcade présidentielle qui brade jour après jour les engagements du 10 mai. Cela explique le recours à l'article 49-3 de la Constitution dont Mauroy compte faire usage pour faire voter la loi Savary sur l'école. Le seul but est bien sûr d'empêcher la remise en cause par sa propre majorité du savant compromis passé avec les dirigeants de l'enseignement privé.

« Nous vous démissionnons »

Il n'y a aucune raison de respecter une politique et un gouvernement qui ne respectent pas les travailleurs qui l'ont mis en place. Le gouvernement a des comptes à rendre. La télévision a montré il y a quelques jours un sidérurgiste lorrain : « Nous vous démissionnons », disait-il à un député socialiste. Oui, les travailleurs ont le droit, nous avons le droit de démissionner cette politique.

L'important n'est pas de savoir si le PC va ou ne va pas quitter le gouvernement. L'important ? Ensemble les militants du PS et du PCF, les travailleurs qui ont voté pour ces partis, vont-ils avec tous leurs camarades de travail imposer l'arrêt de cette



Tout pour le succès

du 13 avril !

Tous avec les Lorrains !

En grève le 4 avril. Puis de nouveau le 13 pour une montée en masse à Paris pour s'adresser aux députés, au gouvernement et à Mitterrand. Ce calendrier des sidérurgistes lorrains est un concentré de politique. Mais il comporte plus d'un piège, que seule une mobilisation large et démocratique peut déjouer.

Détaillons ces risques : si la participation aux grèves et à la marche sur Paris sont trop limitées, l'action ne servira — au mieux — qu'à « rouvrir » les dossiers « site par site » alors qu'il ne s'agit pas de chercher des « aménagements » au plan acier mais d'en exiger l'annulation, ainsi que l'interdiction de tous les licenciements aujourd'hui autorisés par le gouvernement et Mitterrand.

Or, l'unité intersyndicale, qui a fini par s'imposer au niveau régional, ne doit pas faire illusion. La base l'exigeait — et avec quelle force — à Longwy et ailleurs. La CGT faisait seulement des mobilisations en solitaire tandis que la CFDT de la sidérurgie lorraine développait, elle, une campagne pour l'unité. Celle-ci s'est réalisée mais demeure fragile. Si elle restait cantonnée au sommet, simple résultante de rapports de forces entre organisations, elle serait incontrôlable par la base. Pour combattre ce risque, mortel dans la situation de division qui règne depuis des années, des assemblées générales par service et par chantier sont à l'ordre

du jour. A la base, en effet, la colère légitime a obligé les dirigeants qui s'y refusaient à mettre le gouvernement devant ses responsabilités. C'est donc à la base qu'il faut enraceriner l'unité.

En même temps, c'est l'heure de l'action. Mais les appels à l'action lancés par les directions ouvrières ne doivent pas faire illusion. La direction du PCF veut une manifestation bien limitée et contrôlée. Celle du PS aimerait mieux qu'elle échoue. Leurs militants dans les syndicats sont divisés et souvent désorientés. C'est pourtant l'heure d'avancer, en masse, toutes professions confondues : la question politique posée, c'est le sacrifice de la Lorraine ouvrière sur l'autel des profits capitalistes. Et cela donne toute sa place à l'activité de tous les militants qui feront de la marche du 13 avril une véritable mobilisation de masse.

Cette responsabilité, c'est partout qu'elle est à prendre. Dans la région parisienne, bien sûr, pour accueillir comme il convient les sidérurgistes. Mais aussi dans les branches concernées, dans les Ardennes comme à Fos ou à Dunkerque. En manifestant avec les Lorrains à Paris, ensemble, tous ceux qui vont se rassembler diront haut et fort au gouvernement : trois ans après la victoire du 10 mai, cessez de faire vos conneries qui ne servent que la droite et le patronat.

P. R.

LORRAINE

La colère ouvrière

Dès l'annonce du plan acier, les réactions des sidérurgistes, en Lorraine comme à Fos, ont fait l'effet d'un électrochoc : les travailleurs demandent des comptes, avec leurs propres moyens, à une majorité qui trahit leurs intérêts.

Mercredi 28 mars

Dès 4 heures du matin, la grève est totale à Pompey et à Neuves-Maisons. A 6 heures, elle démarre à Gandrange-Rombas et à Longwy. Toutes les autoroutes desservant la Lorraine sont bloquées. La manifestation des sidérurgistes et des mineurs de fer, appelée dans l'unité par la CGT, la CFDT, la CGC, FO et la CFTC, rassemble dix mille travailleurs de tous les bassins. Quelques délégations de travailleurs d'autres secteurs en marquent le caractère interprofessionnel.

Les mineurs de fer en tenue, casque à lampe sur la tête, ouvrent le cortège, derrière la banderole unitaire de tête. Les « gueules jaunes » sont là en force (mille à quinze cents, soit 50 % de la profession), eux qui luttent depuis 1963 contre la restructuration du bassin de fer lorrain. Restructurations qui annonçaient directement celles, ultérieures, de la sidérurgie. Une quinzaine de bus de Longwy ont été retardés. Ses occupants se rangent derrière la banderole du Front commun syndical. Mais l'UL CGT de Longwy a tenu à défilier derrière sa propre banderole. En effet, l'unité qui s'est reconstituée à la hâte et au sommet de-

puis une semaine a encore du mal à descendre à la base dans certains bassins.

Ceux de Pompey, dont les directions syndicales s'étaient engagées à fond dans la politique de « formation-reconversion » sont là aussi, mais dans deux cortèges séparés CGT et CFDT. Ceux de Sacilor-Rombas, dont le train à fil est condamné par le plan acier, ont apporté dans une camionnette quelques bobines de fil de six kilomètres chacune qu'ils déroulent derrière la manifestation, dessinant un long sillon

d'acier. Marcel Klein, militant CGT de Gandrange-Rombas : « C'est à Paris qu'il faut aller, nous nous battons jusqu'au bout. » Un homme-sandwich porte une pancarte : « Souviens-toi Mitterrand, quand tu manifestais avec nous », allusion au fait que le premier secrétaire du PS d'alors a défilé en Lorraine en janvier 1979 contre le plan acier de Giscard.

Ceux de Neuves-Maisons sont venus à plus de mille, accompagnés de quatre camions de l'usine couverts de bombages et chargés de bobines à fil et de poussière.

Mis à part des blocages de route le matin, la manifestation était assez calme mais la détermination était grande pour poursuivre la lutte et aller à Paris. Les députés socialistes qui ont démissionné le surlendemain étaient eux aussi présents.

Dans la soirée, les ouvriers du train à feuillard de Rehon arrachaient les grilles de la Banque de France.

Jeudi 29 mars

Pendant la réunion du Conseil des ministres, le bassin de Longwy est isolé par les rouleaux de feuillard qui jonchent les voies d'accès.

Dès l'annonce du plan qui condamne dans un premier temps les cinq cents emplois du train à feuillard, les voies ferrées sont déboulonnées, le « gueillard » de l'usine appelle la population à la rescousse. Plus de mille personnes participeront aux affrontements, qui ne discontinueront pas jusqu'à 3 heures. Des travailleurs, dans leur marche à travers la ville, jettent quelques

Longwy est isolé du reste du pays, les rails sont découpés au chalumeau.



Les sidérurgistes attaquent la perception, le 30 mars.



POMPEY

Après la démoralisation, à nouveau l'action

A Pompey, depuis plusieurs mois, le découragement avait pris le dessus... Une réelle mobilisation est maintenant à l'ordre du jour.

En juin 1982, ceux de Pompey étaient montés à 3 500 à Paris, pour dire « Non au démantèlement de la SNAP » (Société nouvelle des aciéries de Pompey). Aujourd'hui, beaucoup se souviennent de cette manifestation, présentée par les médias comme un joyeux pique-nique sous la tour Eiffel, comme d'un échec. Ceux de la SNAP étaient partis seuls en lutte et n'avaient obtenu aucune garantie sur le maintien de

la boîte. Depuis tout semblait indiquer la résignation. La fermeture des laminoirs du Ban-la-dame en décembre 1983 après celle du « Nord » en 1982, n'ont pas suscité de ripostes. Alors que les effectifs de la SNAP sont passés de 3 600 à 2 400 en mars 1984, les sections syndicales s'enfermaient dans les reconversions. Pendant que la CGT se battait pour négocier une commande de soixante-dix tonnes par an de la FACOM,

sur le thème « Produisons et vendons français », la CFDT engloutissait ses forces à élaborer les plans de formation-reconversion du personnel.

Aujourd'hui, il faut bien se rendre à l'évidence : les six cents emplois de reconversion promis (usine de montages électroniques, usine de boîte à boissons) ont fondus comme neige au soleil et on parle de quatre-vingts emplois disponibles dans l'immédiat. Quant à la formation, c'est le flou artistique : combien de crédits, quelle formation, qui y aurait droit et surtout pour quels emplois ?

Et alors que l'avenir de la SNAP n'est toujours pas connu (1 350, 800, ou zéro emplois maintenus), les travailleurs de Pompey ne

sont pas plus décidés que les autres sidérurgistes lorrains à accepter l'inacceptable. Mercredi 28 mars, toutes les portes étaient bloquées par des piquets de grève. Mais l'après-midi à Metz, « les Pompey » n'étaient que deux cents. Le tract intersyndical d'appel à la grève et à la manifestation, n'est sorti que mardi à midi et il a été peu diffusé.

Reste que les travailleurs de Pompey ont montré leur détermination : dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, ils étaient une centaine, soutenus par la CFDT, à dévaster les locaux de la direction. L'unité syndicale doit se renforcer pour assurer le succès de la grève du 4 avril et pour que tous montent à Paris le 13.

Ch. S.



Les affrontements à Longwy. Derrière les CRS, un autre groupe de sidérurgistes est présent. Dix minutes plus tard les flics auront plié leurs bagages.



La mise à sac du siège du PS.

dans le calme. Longwy présente un visage de désolation : rouleaux de feuillard, restes des incendies.

Lundi 2 avril

La mobilisation, après un week-end de repos bien mérité, a repris dès lundi avec l'occupation de la centrale à oxygène d'Herseange, qui

bloque toute production d'acier dans le bassin. Une voie SNCF est coupée à Longuyon et les bureaux de la direction d'Usinor sont occupés.

La presse régionale avait cru voir dans la trêve dominicale un signe d'apaisement. Elle n'avait pas compris que c'était pour mieux se relancer dans la bataille

pour la grève générale du 4 avril et, au-delà, maintenir la pression jusqu'à la marche sur Paris.

Longwy est au cœur de l'onde de choc mémorable qui ébranle la politique gouvernementale et donne enfin l'espoir que c'est la classe ouvrière qui va faire fléchir ce gouvernement.

La pression sur les élus de gauche est énorme, y compris dans le PCF. Le conseiller général, maire d'Audun-le-Tiche (dix kilo-

mètres de Longwy), prosoviétique notoire, a déclaré publiquement que le PCF devait se retirer du gouvernement pour se ranger aux côtés des travailleurs.

Dans les rangs mêmes de la CGT, les travailleurs participent à la violence ouvrière, malgré la désapprobation de leur union régionale. Et le groupe 79-84 augmente son crédit chez les sidérurgistes et dans la population.

Charles Suze

Grève totale en Lorraine mercredi, piquets, barrières : la région est paralysée. Les manifestations sont les plus grosses depuis 1979. L'ambiance dans les cortèges est tendue. Les transistors sont ouverts pour écouter Mitterrand. Il y a « de la bagarre dans l'air ».

A Nancy, 10 000 manifestants, des travailleurs vont chercher « les engins » à la première apparition des flics.

A Metz, plusieurs dizaines de milliers de personnes, sans doute 50 000. Peu de slogans, quelques cortèges de la CGT scandent « Mitterrand trahison. Mitterrand démission ! ». Les flics ne sont pas en vue, mais sont probable-

ment rassemblés à la préfecture où se rendra la manifestation.

A Longwy, les manifestants sont environ 20 000. La CGT dénonce Mitterrand et présente la marche sur Paris du 13 comme le moyen d'obtenir la modification du plan acier. Pour la CFDT, c'est l'annulation du plan qu'il faut arracher. La marche doit « mettre le gouvernement et les députés au pied du mur. Mitterrand est venu à Longwy avec des promesses, nous irons à Paris pour lui demander des actes. » La CFDT insiste largement sur « l'indispensable unité ouvrière claire qui seule brisera tous les dévoiements et récupérations de droite comme de gauche ».

PS

Flottements et fêlures

Trois députés du PS se sont « mis en disponibilité du groupe parlementaire », René Drouin de Thionville-ouest, Robert Malgra de Thionville-est, et Nicolas Schiffler de Metz. Un sénateur, Jean-Pierre Masseret a fait de même. D'autres élus soutiennent au contraire le gouvernement.

L'ampleur de l'attaque contenue dans le plan acier, conjuguée à celle de la riposte ouvrière dans les bassins sidérurgiques lorrains a amené plusieurs responsables et élus du PS à se démarquer du gouvernement.

La crise est la plus forte et la plus visible dans la fédération de la Moselle. Trois députés et un sénateur se sont « mis en disponibilité de groupe parlementaire tant que la Lorraine n'aura pas reçu les garanties concrètes de son avenir ».

Le secrétaire fédéral a démissionné de son siège au comité directeur du PS et, depuis, il a fait une visite symbolique au train à fil de Rombas condamné par le plan gouvernemental. Il y a déclaré : « La place des responsables politiques est de se rendre compte sur place de la situation et non de faire des déclarations derrière un bureau. Il faut dialoguer avec les sidérurgistes, prendre conscience de leur désarroi et de l'erreur qu'on est en train de commettre. A quoi sert une nationalisation ? », s'est-il interrogé.

Samedi dernier, 31 mars, deux autres députés mosellans, du bassin houiller cette fois, ont décidé « de ne plus voter le budget de l'Industrie aussi longtemps que le gouvernement ne révisera pas ses positions face à la Lorraine ». La fédération de la Moselle n'a pas pris position sur le plan. « Nous sommes si déçus que nous préférons garder le silence. »

Bien que les démissionnaires aient tenu à déclarer qu'ils soutenaient globalement le gouvernement, ils se sont déclarés « en opposition complète avec ses décisions sur la sidérurgie ».

Tous ces élus sont ceux des plus gros bassins sidérurgiques mosellans et cette « mise en disponibilité [une démission du groupe parlementaire les auraient automatiquement exclus du PS] leur permet aujourd'hui de ne pas affronter directement la violence des sidérurgistes en colère ». Un militant du CERES de la région déclarait : « Ceux qui ont voté la loi de rigueur au congrès de Bourg-en-Bresse refusent de l'appliquer » [les élus démissionnaires sont



Les trois députés et le sénateur du Parti socialiste qui ont démissionné de leurs groupes parlementaires.

des partisans de la motion Jospin] et ceux qui ont voté CERES soutiennent le plan du gouvernement. »

En Meurthe-et-Moselle, la position des trois députés PS (Neuves-Maisons, Pompey et Longwy) est proprement scandaleuse. Pour Jean-Paul Durieux (Longwy), « Pour le bassin de Longwy, l'essentiel a été sauvé ». Ce type de déclaration explique, sans le justifier, le saccage des locaux du PS dans cette ville. Il ajoute : « Dans une position aussi difficile que nous la connaissons, il est facile de prendre du large. Ce ne sera pas mon cas : je me déshonorerais en démissionnant. » Attitude similaire de Job Durupt (CERES) de Neuves-Maisons qui affirme qu'il « sera à Paris le 13 avril mais pour y défendre le plan gouvernemental ». Le député de Pompey, Yvon Tondon (rocardien), voit dans les mesures prises « un renouveau pour l'avenir de la Lorraine ».

La fédération de Meur-

the-et-Moselle ne met l'accent que sur l'urgence des mesures de reconversion et sur la dénonciation de la violence. Seuls les groupes socialistes d'entreprise de Pompey et de Neuves-Maisons affirment dans un communiqué « ne pas pouvoir défendre la restructuration. Restant aux côtés des travailleurs, ils participent aux manifestations du 4 avril à Nancy et à la marche sur Paris le 13 afin que le gouvernement réviser son plan ». Le conflit est donc ouvert dans le Parti socialiste régional. Il est évident que les mesures de représailles contre les élus approuvant le plan ne tarderont pas à emprunter les voies tracées à Longwy la semaine dernière.

La LCR Lorraine s'est adressée au PC et au PS de Lorraine pour qu'ils rejettent clairement et publiquement le plan gouvernemental et participent à la marche sur Paris avec les sidérurgistes.

Ch. S

→ pierres dans les fenêtres du local du PS pour se diriger ensuite vers la Chambre patronale de la métallurgie, siège de l'UIMM (Union des industries métallurgiques et minières) qui est totalement déserte. C'est ensuite le tour du siège de l'Association du Pays-Haut (APH), organisme de la droite locale dont le président est Labbé, descendant d'une famille de maîtres de forge qui a régné sans partage sur Longwy pendant un siècle. La volonté de s'en prendre au patronat, à la droite, à la logique capitaliste est nette. Mais la responsabilité du gouvernement est trop évidente aux yeux de tous pour que le local du PS échappe à une mise à sac en règle. Puis les travailleurs refluent dans l'usine de Rehon, où les affrontements, grenades lacrymogènes contre vis et boulons, feront rage tard dans la nuit pendant qu'un millier de personnes sont venues soutenir les sidérurgistes derrière les CRS. La sirène de l'usine retentit toute la nuit.

Vendredi 30 mars

La grève avec occupation continue à Rehon, mais les syndicats n'ont même pas fait une prise de parole ni distribué un tract devant les autres usines du bassin qui, elles, tournent normalement.

Dès le matin, ceux de Rehon (cinq cents) se retrouvent face aux flics. Ils réclament la libération immédiate des cinq chômeurs et des sidérurgistes arrêtés après les incidents de la veille. C'est chose faite à 11 heures. Un portrait de Mit-

terrand est brûlé dans la rue.

Dans l'après-midi, les hurlements des sirènes ont rassemblé plus d'un millier de manifestants qui, précédés d'un bulldozer, chargent les flics.

Les grenades déflagrantes ont raison du bulldozer et blessent le chauffeur que les flics relâchent immédiatement pendant que le groupe « Longwy 79-84 même combat », prenant les CRS à revers avec des bouteilles d'acide, les oblige à plier bagages en cinq minutes sous les acclamations des manifestants qui crient : « Vive Longwy 79-84 ! »

La population, y compris les commerçants dont les vitrines ont été brisées par les tirs tendus des CRS et la perceptrice qui avait été prise dans l'incendie de l'Hôtel des impôts étaient unanimes dans le soutien aux sidérurgistes. Tous ont condamné sans appel le plan gouvernemental.

Dans la soirée, la tension s'accroissait encore et les manifestants voulaient s'attaquer au seul bâtiment public encore intact, la mairie dirigée par le PCF. Mais la direction de la CGT, pourtant peu prompte à défendre le local du PS la veille, faisait protéger l'Hôtel de ville par son service d'ordre sous les huées des travailleurs. L'union patronale de la métallurgie voisine était de nouveau mise à sac vers 4 heures du matin. Devant la mairie, un sidérurgiste s'adressait au député PS de Longwy : « Nous t'avons élu hier, nous te démissionnons aujourd'hui. »

Samedi-dimanche

Le week-end se déroule

FOS - LA SEYNE

« Faire très vite et très fort ! »

Une même colère anime ceux d'Ugine acier et des chantiers navals. Dans les Bouches-du-Rhône et le Var, le choc est identique à celui que viennent de subir les travailleurs de Lorraine.

« Injustifiables sur le plan économique, ces décisions sont suicidaires pour la gauche, sur le plan national. » Vendredi 30, le responsable des métaux de l'union départementale CGT des Bouches-du-Rhône, s'adresse aux manifestants rassemblés dans la foire de Marseille, dont le président a fait ouvrir les portes.

Pendant la prise de parole, un nuage de fumée noire s'élève peu à peu au-dessus des murs d'enceinte. Un groupe de sidérurgistes d'Ugine-Fos brûle des pneus, bloque le carrefour du Prado, en dévidant les rouleaux de fil d'acier stockés dans un camion. « Ceux d'Ugine sont en colère. » Leur calme de la semaine précédente, lorsqu'ils défilaient dans les rues de Paris vendredi 23 (voir Rouge du 30 mars), a fondu la veille, à l'annonce du plan acier du gouvernement. Leur usine va fermer. Les débrayages ont été immédiats, les premières assemblées se sont réunies pour préparer la riposte. Ils ont fermé l'usine et vidé au passage les cadres cravatés d'une entreprise de conseil industriel, qui traînaient dans les bureaux, enquêtant depuis des semaines sur la « rentabilité » de l'entreprise.

Le rassemblement de la CGT se disperse, les travailleurs d'Ugine prennent le chemin du centre de Marseille. Les cabines téléphoniques, les arrêts de bus, les panneaux de signalisation, les feux rouges se retrouvent « à terre » sur leur passage. A midi, la Canebière est bloquée. Fils d'aciers et pneus en flammes s'enchevêtrent au milieu du boulevard. Un baraquement mobile de la police est proprement nettoyé de son contenu, uniformes, papiers...

« Les casseurs sont ceux qui ferment nos usines », répète à la sono un responsable de la CGT. « Tous les Marseillais sont concernés. Si on laisse faire, toute une région sera transformée en désert de l'emploi, en réserve à touristes. Gouvernement démission, gouvernement révision, gouvernement changement... » Les slogans se succèdent; Defferre, Fabius, Mitterrand, Mauroy sont pris à parti, nommément. Des drapeaux bleu-blanc-rouge, « confisqués » à la foire, flottent dans le cortège. La banderole de la CFDT-

Ugine côtoie celle de la CGT. Les syndicats FO et CGC font partie de la manif... Certains cadres regrettent la casse. Mais ceux d'Ugine ont décidé de percer le silence de la presse, e la télé, des radios. « Oui, je casse, crie un travailleur aux cheveux blancs, mais "eux" m'ont cassé mon boulot, je serais bientôt chômeur. »

Le sort des chantiers

« La navale est exactement sur le même plan que la sidérurgie. » Vendredi après-midi, un militant de la CGT des chantiers de La Seyne présente au comité de soutien les propositions d'actions de l'intersyndicale pour les jours qui viennent. « Nous jouons le sort des chantiers dans un temps très court, il faut faire très vite et très fort. Les décisions du Conseil des ministres ont fait l'effet d'une douche froide pour tous les travailleurs. Le voile est tombé, les gens sont inquiets. » Les syndicats des chantiers viennent d'adresser un télégramme à ceux d'Ugine : « Soutenons votre lutte pour la vie, proposons rencontre pour actions communes. »

A La Seyne, il faut mobiliser dans la semaine la population locale, les communes voisines. Les participants de la réunion se répartissent entreprises et quartiers.

Dimanche 1^{er} avril, la journée « portes ouvertes » du chantier est un énorme succès. Quinze mille personnes viennent visiter le Fair-sky, dernier bateau construit. Il devrait partir le 15 avril mais les travailleurs ont décidé de le retenir à quai s'ils n'ont pas de

nouvelles commandes. Lundi 2, après une assemblée générale à 8 h 30, il sont deux mille à occuper la gare SNCF. La voie Toulon-Paris est coupée, les rails sont soigneusement démontés.

Mercredi, dès neuf heures, c'est une mobilisation jamais vue sur la ville. Ceux du chantier manifestent avec la population locale jusqu'à onze heures. Raymond Dimo, secrétaire de la CGT La Seyne, dénonce au nom de l'intersyndicale la politique du patronat et du gouvernement : « Nous n'avons pas voté pour ça. » Il révèle qu'en cherchant soigneusement, les commandes de navires potentielles ne sont pas loin d'une trentaine. De quoi assurer le travail de tous.

Au même moment, Ugine-acier est ouvert à la population de Fos, Istres, des communes voisines, villes mortes. Les femmes des sidérurgistes manifestent à la préfecture de Marseille. Une manifestation régionale est



envisagée pour la semaine prochaine. A l'heure où la Lorraine est en grève

générale, de nombreux travailleurs, militants, sont pour monter, à nouveau, à

Paris, avec les sidérurgistes lorrains le 13.

Michel Morel

PROVENCE - ALPES - COTE D'AZUR

Une région en danger

La sidérurgie et la navale sont les premiers secteurs d'activité visés, dans une région où ce sont toutes les branches d'activité que les plans de licenciements menacent.

Le « tissu industriel » — comme on dit — prend coup sur coup dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Sidérurgie, mines, aluminium, pétrochimie, navale... toutes ces branches d'activité dépendent de groupes nationalisés. La navale est l'exception. D'ailleurs, les syndicats CGT, CFDT, FO en revendiquent la nationalisation. Toutes sont sous la menace permanente des plans de restruc-

turations, des fermetures de sites, pures et simples. En Lorraine, la somme des licenciements tient soi-disant à la prépondérance de la branche sidérurgie. Pourtant, en Provence-Côte d'Azur, la diversité des activités industrielles a les mêmes conséquences sur l'emploi ! Quant aux reconversions hypothétiques, l'électronique (Thomson) ne se porte guère mieux dans les Bouches-du-Rhône. La

Thomson d'Aix connaît aussi ses suppressions de postes... Autant de prétextes qui ne servent qu'à justifier l'injustifiable.

« Fermeture prochaine des usines de Pechiney la Barasse [à Marseille] et de Gardanne. » La presse locale rapportait ainsi, jeudi 29 mars, les dernières déclarations du directeur de la division bauxite-aluminium du groupe. Plus de mille emplois sont menacés. Les conséquences seront immédiates sur les mines de Brignoles dans le Var qui fournissent la bauxite, ou les mines de charbon de Gardanne qui contribuent à faire tourner Pechiney-aluminium.

Les travailleurs d'Ugine-Fos apprenaient jeudi dernier à l'issue du Conseil des ministres que leur entreprise était condamnée. Ceux des chantiers navals de La Seyne n'ont toujours pas reçu de nouvelles commandes.

Dans la chimie, 650 suppressions de postes sont programmées pour début 1984 sur les trois principaux sites de la région (Lavera, Berre, Saint-Alban).

Les effets et les menaces s'enchaînent. Uginor (1 200 salariés) côtoie la SOLMER (6 200 salariés). Les deux entreprises étaient présentées, il y a dix ans, comme la « sidérurgie d'avenir à Fos ». Les travailleurs licen-

ciés en Lorraine ou en Savoie étaient invités à se déplacer vers le Sud pour s'y établir. Le plan gouvernemental vient de frapper un grand coup sur Fos. Ugine condamné, quel avenir est réservé à la SOLMER ?

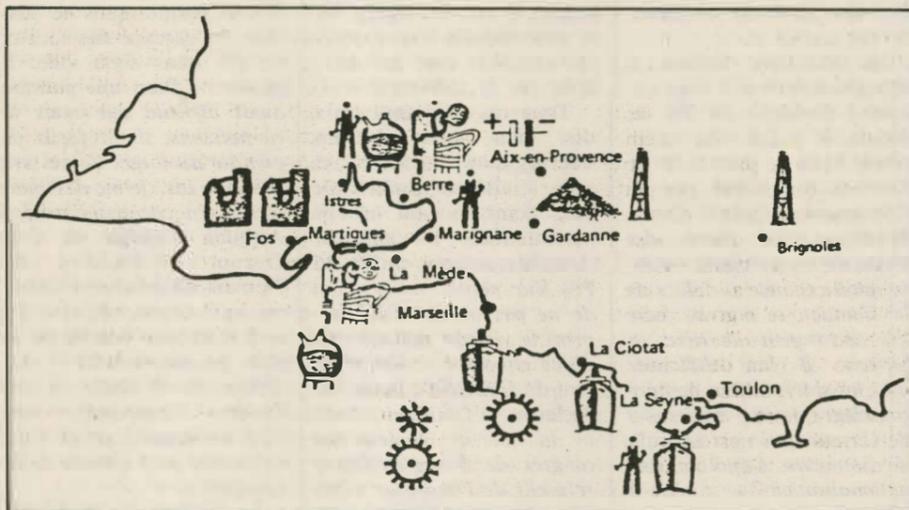
La fermeture de Pechiney, les licenciements dans les mines de Gardanne, comme les coupes claires dans les chantiers de La Seyne, entraîneront d'autres licenciements dans les entreprises sous-traitantes, les services en amont et en aval, transformeront deux villes en villes mortes.

Les travailleurs ont toutes les raisons de penser que les prétextes officiels à fermeture ne sont que mensonges. Un simple exemple, l'armateur prenant livraison du Fair-sky à La Seyne, est prêt à en commander deux autres. Mais les différents ministères consultés ne veulent pas entendre parler pour le moment des montages financiers nécessaires pour entreprendre leur construction.

A partir d'une situation bien différente de celle de la Lorraine, les travailleurs de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur se heurtent aux mêmes plans de licenciements.

Le sort d'une région, les besoins auxquels pourraient répondre son « tissu industriel » passent à la trappe.

Michel Morel



INTERVIEW DU REPRESENTANT CFDT AU CONSEIL D'ADMINISTRATION D'USINOR

« Ce n'est même pas un plan industriel »

Représentant CFDT au conseil d'administration d'Usinor, Gérard Tirmarche rejette le plan acier.

Selon lui, une décision prise dans de telles conditions ne donne pas de garanties d'avenir : aucune des informations élémentaires demandées par les syndicats n'a été fournie.

Il n'y a pas eu de concertation avec les syndicats. On nous a plus ou moins demandé notre avis. Nous avons posé une question de fond : connaître les perspectives de marché à moyen terme, en l'absence desquelles nous ne pouvions nous prononcer. Pour faire un plan industriel dans la sidérurgie, il faut maîtriser, pour environ les dix ans qui viennent, un ensemble de données : la place prise par les nouveaux pays producteurs, les évolutions technologiques (l'utilisation d'aciers plus résistants et plus légers, l'usage d'autres matériaux faisant diminuer les besoins en acier...), les gains de productivité (il faut maintenant moins d'acier liquide qu'avant pour le même produit fini). De tout cela on peut définir les besoins d'acier par grandes catégories de produits. Et, en l'absence de ces éléments, il n'y a pas vraiment de plan industriel : on risque de nouveaux problèmes.

● C'est, en un sens, ce qui s'est passé depuis 1982 : le gouvernement n'avait-il pas retenu des hypothèses de production ?

Les plans de production d'Usinor et de Sacilor avaient été fait, nous disaient, sur la base de l'hypothèse de vingt-quatre millions de tonnes de production, « l'hypothèse haute » du rapport Judet. Or, cette hypothèse correspondait, selon le rapport, à une politique de recherche technique, à une politique volontariste d'équipements collectifs (le plan de 500 000 logements), à une transfor-

mation des relations internationales, en particulier Nord-Sud. Rien de tout cela n'a été fait, et il a donc seulement fallu enregistrer un taux d'expansion plus faible pour justifier, dans le cadre des directives de la Communauté européenne, la nécessité de baisser la production.

Dans de telles conditions, le nouveau plan décidé par le gouvernement ne donne pas non plus de garanties à ceux chez qui sont faits des investissements. Rien ne leur assure qu'on ne leur dira pas dans trois ans : « Il y a surcapacité de production. » Il suffit de voir, pour s'en convaincre, la décision de faire disparaître l'aciérie de Neuves-Maisons, l'une des deux plus modernes en France, avec celle d'Usinor-Rehon qui est seulement « maintenue en sursis » à Longwy.

● Comment juges-tu les « mesures d'accompagnement » prévues par le gouvernement ?

Nous sommes dans la même situation qu'en 1979 : des décisions sont prises, qui ne donnent aucune garantie d'avenir pour ceux qui restent et ne fournissent aucun emploi de remplacement pour ceux dont les emplois disparaissent.

Les congés de reconversion, on connaît bien : ce sont des parkings à chômeurs, où est dispensée une vague formation. Comment d'anciens ouvriers de la sidérurgie auraient-ils envie d'étudier sans savoir à quel débouché professionnel cela les mène ? Et sans savoir s'ils auront ensuite un

emploi dans leur région : ce sont-ils usés au travail pendant des années pour être obligés d'abandonner leurs connaissances, leurs familles, leurs amis, et les maisons où ils se sont installés ?

On aurait pu s'attendre, du moins de cette majorité-là, à voir prises, dans l'immédiat, des mesures de réduction du temps de travail : tout au moins, par exemple, faire passer de quarante heures à 36 h 30 les postés en 2 x 8 et en 3 x 8 discontinu [sans travail le dimanche, NDLR]. Mais, pas un mot là-dessus,

alors que ce serait une façon de ne pas supprimer des emplois. Cela rejoint le problème général des 35 heures face au chômage aujourd'hui : il est difficile de prévoir des emplois de « reconversion » quand seulement 59 000 offres d'emplois sont annoncées en fin de mois pour 2,2 millions de chômeurs... Les 35 heures généralisées permettraient de changer la situation, et la journée du 30 mars, de ce point de vue, rappelait une revendication tout à fait importante, en France comme en Europe.

● Quels objectifs, d'après toi, sont à l'ordre du jour ?

Il reste à savoir lier tous les secteurs : en faisant comprendre que certains n'ont pas, en réalité, beaucoup plus de garanties que d'autres. Nous devons rejeter ce plan, exiger les 35 heures, refuser tout arrêt d'installation sans emploi de remplacement et avec une formation adaptée, exiger un nouveau plan donnant des garanties d'avenir.

Propos recueillis par Pierre Rème

Cinq mille manifestants étaient réunis à Paris, le 30 mars dernier, dont la moitié amenés par la CFDT-métaux, quelques centaines par Force ouvrière, avec de fortes délégations italiennes, allemandes, belges, anglaises, espagnoles. L'objectif des 35 heures sans perte de salaire a été réaffirmé par les dirigeants de la Fédération européenne de la métallurgie (FEM). Ainsi que le rejet des plans de restructuration industrielle. Deux objectifs justes mais une absence de réelle campagne de mobilisation unitaire.



L'acier, les hommes et les vrais besoins

Pour « rationaliser » la production, le gouvernement en est réduit à supprimer des usines parmi les plus modernes.

Pour le patronat, c'est nécessaire au nom de sa réorganisation européenne des productions d'acier.

Il serait vraiment possible de faire tout autre chose.

En 1980, dans un projet de loi qu'il avait déposé, Pierre Mauroy jugeait « l'objectif de trente et un millions de tonnes d'acier parfaitement réalisable ». Le PC annonçait trente-deux millions... Aujourd'hui, la production plafonne à dix-sept millions.

Le rapport Judet, commandé par le gouvernement en 1981, présentait trois possibilités. Une « hypothèse basse » à seize millions de tonnes (avec une reprise limitée des investissements publics). Cela fait dire à Gattaz que le gouvernement n'est « pas allé assez loin » dans le plan de fermeture. Une « hypothèse haute », de vingt-quatre millions de tonnes, qui correspondait à une politique volontariste de remise en cause des relations internationales et de

relance des équipements collectifs, du logement et des investissements industriels grâce à une utilisation nouvelle du secteur nationalisé (tant productif que bancaire).

Entre les deux, correspondant aux chiffres actuels, une « hypothèse moyenne », à dix-sept millions de tonnes, correspondait aux vœux de la chambre syndicale de la sidérurgie, qui espère « une reprise économique mondiale moyenne » courant 1985 et en 1986.

Derrière ces chiffres, des dizaines de milliers d'emplois sont en balance, dans la sidérurgie mais aussi dans le bâtiment, comme dans l'ensemble de la métallurgie et des transports. Mais « défendre » un chiffre de production contre un au-

tre, comme le PCF et le PS avaient l'habitude de le faire, serait absurde.

Ce qui est à l'ordre du jour, politiquement, c'est d'annuler un plan acier qui est strictement d'origine patronale. D'interdire toutes les suppressions d'emplois qu'il comporte. Et de prendre les moyens pour mettre sur pied un véritable plan de production en fonction des besoins des travailleurs.

Celui-ci, nécessairement, comporte une baisse du temps de travail pour améliorer de façon importante les conditions de vie et de travail des sidérurgistes. Il comporte aussi une dimension internationale : en disant non à l'Europe des restructurations capitalistes et du chômage, il serait, il est parfaitement possible de s'adresser aux autres syndicats ouvriers en Europe pour qu'une coordination syndicale organise la lutte pour l'emploi et pour des plans de production correspondant aux besoins. Engager cette politique au moment où la lutte pour les trente-cinq heures est à l'ordre du jour partout. Et à commencer par l'Allemagne, c'est la seule réponse aux plans patronaux.

Pierre Rème

CHIFFRES

80 %

Les mères seules avec enfant(s) représentent 80 % des 928 000 foyers monoparentaux en 1981 en France. Le nombre des familles monoparentales est passé de 654 000 en 1968 à 723 000 en 1975 et 928 000 en 1981, soit une progression de + 10,6 % de 1968 à 1975 et de + 28,3 % de 1975 à 1981. Mais alors qu'en 1968 56 % des femmes seules avec enfant(s) étaient veuves, elles ne sont plus que 31 % en 1981. Par contre, le pourcentage des divorcées avec enfants passe de 18 % à 48 %.

5

millions

Près de cinq millions de femmes sont au chômage dans la CEE en 1983, soit 41,3 % des chômeurs, alors qu'elles constituent 37,2 % de la main-d'œuvre européenne. Au cours de l'année 1983, le chômage s'est accru plus fortement chez les femmes que chez les hommes, et de manière dramatique pour les jeunes femmes. Elles représentent 48,1 % des chômeurs de moins de vingt-cinq ans.

1,5

D'après une étude sur les perspectives de l'économie française parue dans le Monde du 3 avril 1984, la part des salaires dans les comptes des entreprises se réduirait d'un point et demi entre 1983 et 1984. Ce mouvement amorcé depuis 1982 s'accélérait cette année. C'est le résultat de la politique de blocage des salaires du gouvernement. Un moyen pour les patrons de sauvegarder leurs profits.

654 556

La Caisse nationale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés a enregistré 654 556 « premières demandes » en 1983, soit une progression par rapport 1982 de 48,9 %. Aspiration des travailleurs et pression du chômage se conjuguent sans doute pour expliquer cette progression importante.

85 %

85 % des bénéficiaires du Fonds national de solidarité sont des femmes. Rien d'étonnant quand on sait que presque une femme sur deux a une durée de travail inférieure aux trente-sept années et demie nécessaires pour toucher une retraite à peu près décente.

Démission de l'administrateur CFDT de Sacilor

Henri Rombach, administrateur de Sacilor (CFDT-Pompey) a expliqué qu'il « refusait d'entériner la casse dans une structure sans pouvoir et mise devant le fait accompli. Il est impossible de présenter aux travailleurs le moindre élément positif de ce plan ». Dénonçant l'absence de concertation, il a

« stigmatisé les choix politiques » et « l'incohérence industrielle d'un plan » qui livrera Pompey et Neuves-Maisons à la libre concurrence en 1986.

Il a repris sa place « avec les travailleurs, sur le terrain, pour éviter l'irréversible. Nous nous battons jusqu'au bout contre ce plan inacceptable ».



LA GUERRE SCOLAIRE EN 1959

La droite, elle ne se gêne pas...

Savary se vantait de n'avoir pas « abrogé les lois antilaiques en une seule nuit », comme la majorité parlementaire lui permet de le faire. La droite n'a pas de ces pudeurs : dans la guerre scolaire, elle légifère toujours à la hussarde. Il était une fois la loi Debré...

sera ainsi fait. J'en prends l'engagement au nom de mes amis. » On attend encore ce jour ; la loi Debré, promulguée le 31 décembre 1959, est toujours en vigueur.

Auparavant, le CNAL aura mobilisé : une première fois en juin, par des meetings dominicaux dans la plupart des départements ; puis en décembre avec 86 rassemblements massifs. Mais la droite, elle, ne cède pas à ses adversaires.

C'est donc après l'adoption de la loi De-

on annonce près de onze millions de signatures. L'après-midi, plus de 300 000 personnes prononcent sur la pelouse de Reuilly, le « serment de Vincennes » :

« Nous faisons le serment solennel de manifester en toutes circonstances et en tous lieux notre irréductible opposition à cette loi contraire à l'évolution historique de la nation, de lutter sans trêve et sans défaillance jusqu'à son abrogation, et d'obtenir que l'effort scolaire de la République soit uniquement

Au début de la V^e République, l'école privée dépérit. Pour nombre de familles chrétiennes, la foi ne justifie plus l'effort financier demandé. Et le manque d'enseignants devient crucial : la chute des vocations ecclésiastiques oblige l'Eglise à réduire le nombre de ses clercs dans l'enseignement. Quant aux maîtres « laïques » du privé, ils supportent de lourdes charges de travail pour des salaires de misère.

Sauver l'école catholique, c'est donc d'abord la soulager du poids des salaires des enseignants. La hiérarchie catholique souhaite que l'Etat prenne en charge les traitements, mais ne les verse pas directement aux intéressés comme à de vulgaires fonctionnaires.

L'élection en novembre 1958 d'une Assemblée nationale à la botte du général (41 % des sièges à l'UNR) permet d'engager le processus législatif. Dès le lendemain du scrutin, l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement communique « qu'elle a reçu à ce jour 323 bulletins d'adhésion, ce qui assure dès à présent une majorité de plus des deux tiers des députés de la métropole désireux d'apporter une solution rapide au problème scolaire ».

Un an suffira

Un an suffira à Debré, Premier ministre, pour mettre au point sa loi. A toutes les écoles signataires d'un contrat avec l'Etat, celui-ci garantira le paiement des salaires de leurs enseignants. Le « contrat d'association » assure également le versement d'un crédit annuel proportionnel au nombre d'élèves, en contrepartie d'un contrôle pédagogique de l'Education nationale. Le « contrat simple » est réduit au financement public des traitements ; il convient davantage aux écoles primaires où la



La sortie de l'Institut de la Tour, une école privée à Paris. La loi Debré, votée en 1959, fait financer ces écoles fonds publics.

catéchèse et le personnel religieux occupent une place importante.

En mai 1959, le gouvernement forme donc une commission scolaire, présidée par P. O. Lapie, fils d'un des fondateurs de l'école laïque, et ancien député socialiste. Le ministre de l'Education nationale est André Boulloche, également membre de la SFIO...

Boulloche attendra la veille de l'ouverture du débat parlementaire pour démissionner. Ce jour-là, le 22 décembre, le Conseil des ministres modifie *in-extremis* l'article 1 du projet de loi en précisant : « L'établissement, tout en conservant son caractère propre, doit donner cet enseignement dans le respect total de la liberté de conscience. ». Cette référence au « caractère propre », cohérente avec l'ensemble du projet de loi Debré, donnait un prétexte à Boulloche pour s'en désolidariser au dernier moment, après avoir couvert toute sa préparation.

De Boulloche à Savary : la répétition de l'expérience ne devrait pas laisser insensibles les socialistes laïques.

Onze millions de signatures

Le 23 décembre, la discussion s'engage à l'Assemblée. Guy Mollet prévient : « qu'un jour, tous ceux, établissements et maîtres qui auront sollicité des fonds publics seront considérés comme ayant affirmé leur vocation à entrer dans le service public et il

bré, par 427 voix contre 71, que le CNAL se résoud à centraliser son action : il lance une pétition nationale pour l'abrogation de la loi Debré le 13 février 1960. Fin mars, huit millions de signatures sont dépassés.

Et le dimanche 19 juin, le CNAL organise une manifestation nationale à Paris. Le matin, il réunit porte de Versailles « l'assemblée nationale des pétitionnaires » ;

réservé à l'école de la nation, espoir de notre jeunesse. »

Cette démonstration de force ne pouvait-elle pas précéder le vote de la loi ? Vingt-cinq ans plus tard, la question est reposée : faut-il attendre le vote de la loi Savary, pour appeler tous les laïques à l'Assemblée ?

Nicolas Jeanson

VIENT DE PARAITRE



Prix public : 60 francs. Disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis 75011 Paris. Pour toute commande : PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

Testez vos connaissances

1. La droite sait qu'une majorité parlementaire ne s'use que si on ne s'en sert pas. Comparez avec l'attitude de la gauche.
2. La Constitution de la V^e République et la loi Debré se suivent de quelques mois. L'article 49-3 va servir à faire passer la loi Savary. A l'aide de ces exemples, analysez cette phrase d'Alain Krivine : « Les institutions antidémocratiques sont toujours utilisées contre la laïcité de l'école. Ce n'est pas un hasard. »
3. En 1959, comme en 1984, le statut des enseignants du privé résume la position de l'Eglise : « Que l'Etat paye, on se charge du reste. » La liberté des enseignants est-elle tolérable par l'école « libre » ?

4. Certains prétendent que le privé disparaîtra tout seul quand le public sera meilleur. Comment le déperissement naturel du privé a-t-il été enrayé sous la V^e République ? Le privé pourrait-il subsister sans les lois antilaiques ?

5. « Il n'est pas concevable pour l'avenir de la nation, qu'à côté de l'édifice public de l'Education nationale, l'Etat participe à l'élaboration d'un autre édifice qui lui serait en quelques sorte concurrent et qui marquerait, pour faire face à une réalité fondamentale, la division absolue de l'enseignement en France. » Que vous inspirent ces mots de Michel Debré en 1959 ? Donnez une définition de l'ironie de l'Histoire...

INTERVIEW DE JEAN-LUC MELENCHON, PREMIER SECRETAIRE DE LA FEDERATION DE L'ESSONNE DU PARTI SOCIALISTE

« L'article 49-3, un coup de force »

Jean-Luc Mélenchon dirige la fédération de l'Essonne du Parti socialiste. Il est également maire-adjoint de Massy. Il donne ici ses réactions à la loi Savary, et les raisons qui l'ont conduit à prendre position publiquement, avec d'autres responsables et militants socialistes, le 11 mars dernier.

● Quel est le sens de votre initiative ?

C'est d'abord de marquer une ligne d'arrêt. Il y avait au lendemain de la manifestation de Versailles une espèce d'atmosphère de joie triomphale à droite, comme si dans le paysage politique, il n'y avait plus qu'elle. Les militants socialistes sont des militants laïques, et ils entendent signifier la ligne qui ne pourra pas être franchie.

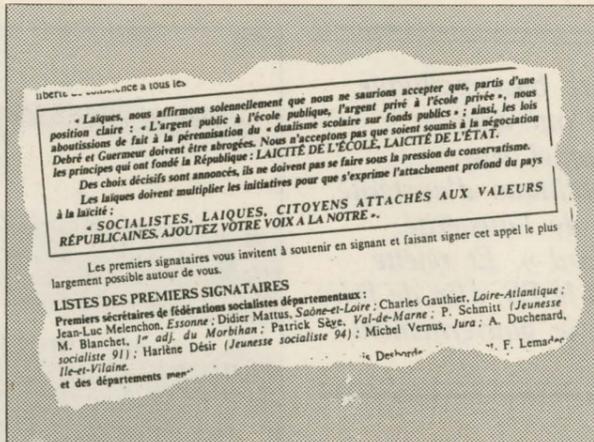
● Ce qui ressort de votre appel, c'est l'exigence de l'abrogation des lois antilaïques. Il y a un fossé entre cela et le projet de loi Savary ?

C'est vrai. C'est vrai qu'il existe une grande distance entre la position que nous exprimons et le contenu de la loi Savary. Cette loi se situe entre la situation qui prévalait avant 1981 et les exigences de maintenant du secteur privé. Ce n'est pas acceptable. Et nous ne l'ac-

ceptons pas. Il n'y a rien dans notre démarche qui soit autre chose que ce que le mouvement socialiste a toujours dit sur la question, et toujours voté dans ses congrès. De ce point de vue, nous ne sommes pas très originaux.

● Concrètement, quelles sont les conséquences de la loi Savary sur les collectivités locales, puisque c'est le grand point en débat ?

Cette loi ne peut pas être saucissonnée. Mais, il est vrai que ce point est le plus inacceptable. Premièrement, on continue à financer sur fonds publics les établissements privés, bien sûr avec un certain nombre de règles, mais on continue... En plus, on transfère cette charge sur les collectivités locales. Est-ce qu'on mesure bien ce que signifie de rendre les élus locaux responsables de répartir le poids respectif de chacune des confessions de leur com-



« Le Monde » du 11 mars publiait cet appel de militants du PS dont cinq premiers secrétaires fédéraux.



Jean-Luc Mélenchon, derrière F. Mitterrand exposant son programme pour l'école... en mars 1981 à Evry.

Les communes refusent

Albi, le 26 mars : les parents d'élèves du privé manifestent devant la mairie. Le conseil municipal a, en effet, décidé de réduire les subventions aux écoles privées de 30 %, un taux correspondant à la proportion d'élèves habitant à l'extérieur de la commune. L'économie réalisée se monte à 250 000 francs.

Toutes les municipalités socialistes n'agissent pas de la même façon : celle de Montpellier décidait, en août dernier, de subventionner pour la première fois quatre écoles primaires privées, Sainte-Thérèse, Saint-Charles, Sainte-Geneviève et Saint-Jean-Baptiste. Avec 367 francs par élève et par an, soit plus du double accordé par la mairie aux élèves de l'enseignement public !

Une soixantaine de communes persistent à ne pas payer aux écoles privées sous contrat le « forfait » par élève et par an que la loi Guerneur impose à la « collectivité publique » : ces commu-

nes refusent d'être engagées malgré elles par un contrat passé avec l'Etat ; elles soulignent aussi que nombre de familles du privé payent leurs impôts locaux dans d'autres communes que celle de l'établissement.

La loi sur la décentralisation donne désormais la charge des écoles aux communes, des collèges aux départements et des lycées aux régions. Tous les établissements, publics ou privés, seraient donc légalement financés par les collectivités locales. Le projet de loi Savary confirme que les litiges nés de l'ambiguïté de la loi Guerneur seraient ainsi réglés à l'avantage du privé. Ce qui conduit André Laignel, député-maire d'Issoudun et secrétaire national du PS, à dire : « Si le texte tel qu'il est adopté, ce serait aggraver la loi Guerneur. Et ça ne peut constituer en aucun cas un point d'équilibre. »

N. J.

mune ? Dans la commune dont je suis élu, il n'y a pas de guerre scolaire : il n'y a pas d'établissement privé. Nous avons une très bonne qualité d'encadrement dans l'école publique, et 26,4 % du total des dépenses de la commune vont à l'école. Il faudra soit augmenter cet effort pour les écoles privées, soit répartir la même somme entre davantage d'écoles. Quel rôle cela nous donne-t-il de devoir répartir l'école catholique, l'école israélite, l'école protestante, l'école coranique, et il n'y a pas de limite. Non, ce n'est pas possible. Pour le coup, c'est là qu'on sent le mieux à quel point ce type de démarche, et le dualisme scolaire sur fonds publics, est contradictoire

avec la notion même de la République.

● Le gouvernement envisage sérieusement de recourir à l'article 49-3 pour faire passer le projet de loi...

Je m'en tiens à ce que Poperen lui-même a dit en ouvrant la dernière convention nationale de notre parti : nos militants comprendraient mal qu'on prive la représentation nationale de son droit de débattre. Ce n'est pas une petite affaire. Je comprends bien l'argument qui va nous être opposé : la droite peut déposer, sur cette loi qui finalement ne la dessert pas, cinq mille amendements. Et cela bloquerait tout. Mais, après tout, la droite occupe

Communiqué CNAL-LCR

Des délégations du CNAL, conduite par Michel Bouchareissas, et de la LCR, conduite par Alain Krivine, se sont rencontrées le 3 avril 1984. Elles ont procédé à un large échange de vues sur la campagne en cours pour la défense de l'école publique. Le CNAL et la LCR appellent à faire du 25 avril une grande journée de mobilisation nationale pour l'école laïque.

ASSEZ DE CAPITULATIONS DEVANT LES EVEQUES, LADROITE ET LES PATRONS !

Députés du PSet du PCF,
il faut faire la loi
pour l'école publique

Manifestons le 25 avril

l'espace qui lui est laissé libre. Ce n'est donc pas une raison suffisante pour utiliser cette procédure. Qu'on le veuille ou non, ce sera d'abord ressenti par notre base laïque comme un coup de force contre elle. C'est d'abord nous qui ressentirons cela comme une impossibilité de peser sur ce choix. Après, qu'est ce qui reste ? Non, ce serait une entrée en matière pas très républicaine, pour une loi qui, par quelques aspects, ne l'est pas non plus tellement.

● Comment la fédération socialiste de l'Essonne prépare-t-elle la manifestation du 25 ?

Nous avons une forte tra-

dition laïque et une forte tradition de mobilisation. Ce mois de décembre où toute la gauche a réagi au coup d'Etat militaire en Pologne, on a pu voir ce qu'était la fédération de l'Essonne du PS. Je peux dire que nous figurerons dignement dans la manifestation dont je me réjouis qu'elle ait lieu à Paris, et que pour la région parisienne, elle ne se soit pas éclatée dans les huit départements qui la composent. Beaucoup de choses vont se jouer sur cette manifestation. Si nous sommes ce jour-là plusieurs centaines de milliers, le jour qui se lèvera derrière sera complètement différent pour les laïques.

Propos recueillis par Nicolas Jeanson

Le PCF plaide « non coupable »

Marchais se met au diapason de sa propre base politique et électorale. Les militants du PCF ont déjà remarqué que le gouvernement, auquel leur parti participe, pratique une condamnable politique d'austérité.

Marchais s'éveille maintenant au refus de l'austérité.

Pour la première fois, il dit « pas d'accord ». Et rejette la responsabilité de l'austérité sur Mitterrand et le PS, afin de faire oublier qu'il a soutenu... et soutient encore le gouvernement.

Marchais à l'heure de vérité, c'est un événement télévisé. D'autant qu'il s'est employé à démontrer longuement le fossé qui sépare la politique du gouvernement et celle qu'il préconise. C'est que, cette fois, après deux plans d'austérité gobés sans presque aucune critique, le PCF se trouve confronté à vingt mille licenciements prononcés d'en haut. D'où le ton plus ferme, pour critiquer, condamner. Mais pas pour mobiliser contre...

Paroles de Marchais, Silence des ministres

Une autre politique industrielle est possible, dit Marchais et il l'expose, longuement, au travers des questions des journalistes qui ne posent en rien dans le discours. Ne pas décevoir les millions de personnes qui ont placé leurs espoirs dans la gauche le 10 mai, faire respecter le mandat du 10 mai, tels étaient les propos du secrétaire général. Pour mieux se démarquer, Marchais donne les éléments alternatifs de la politique de son parti.

Cet éveil aux réalités de l'austérité ne se traduit pas par une opposition frontale. Marchais, même au nom de son orientation, ne demande pas explicitement le retrait du plan acier-chômage. Pas plus qu'il ne demande l'abandon du projet Savary, qui a tant fait pour la mobilisation de masse de la droite ces derniers temps. La manière dont les critiques ont été formulées vaut pour exemple à la base du parti. Marchais s'est contenté d'interpeller Mitterrand, au nom du respect du mandat.

Le PCF ne rallie pas sans hésiter le camp des licenciés. Le représentant de la minorité de la majorité n'exige pas, tout parlementaire qu'il est, l'interdiction des licenciements, l'abandon de l'austérité sur les salaires. A l'entendre, l'impression était qu'il ne pesait en rien dans les rouages de la majorité, dans les décisions gouvernementales prises. Il s'est comporté en libéral, sans poste fixe, alors que son parti, sous forme parlementaire ou ministérielle, approuve l'austérité depuis ses origines.

Bien sûr, la situation sociale précipitant les conflits sur le devant de la scène, le discours de soutien sans critique ne peut plus avoir cours. Un autre se met en place, dont les limites sont précises : interpeller Mitterrand, renvoyer au PS l'ascenseur de la responsabilité de l'austérité, se faire passer pour celui qui garde les mains blanches.

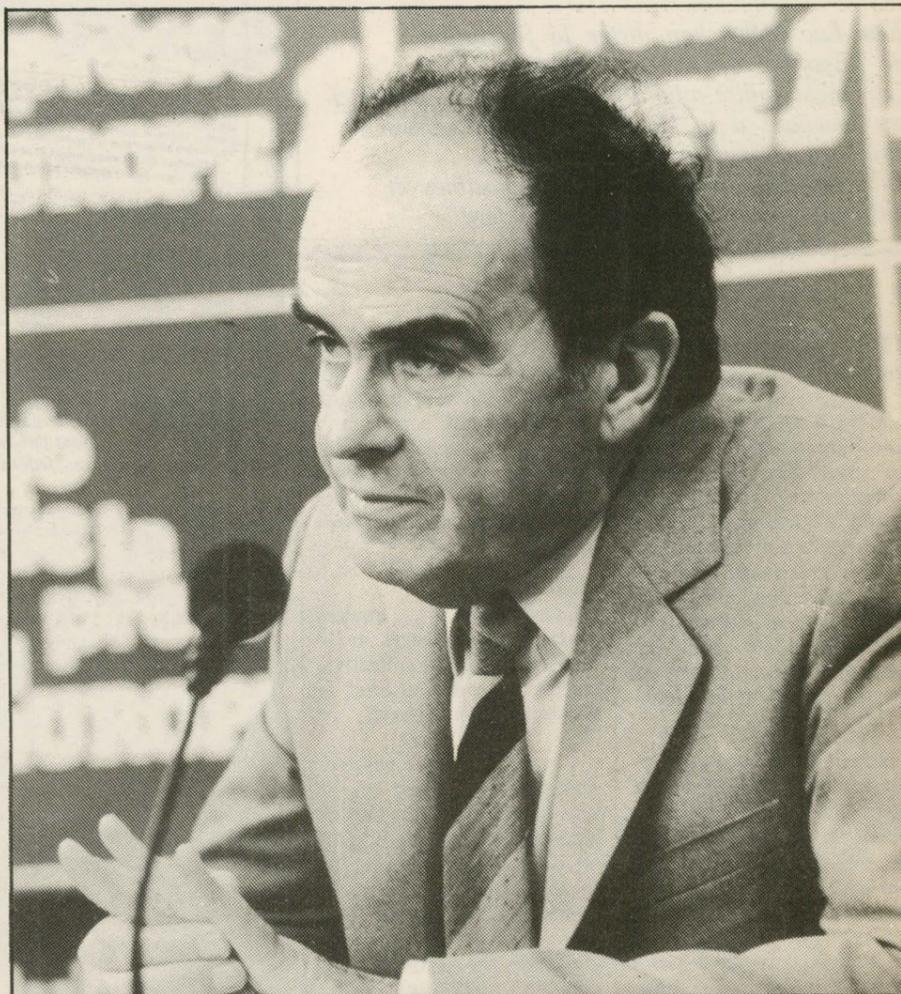
Pas facile. D'abord parce qu'on n'en convainc pas les sidérurgistes, dos au mur, par des arguments mais par des actions efficaces. Les propos de Marchais en étaient exempts. Ensuite, les critiques de Marchais ne font pas oublier le mutisme des ministres. Ils ont fait et dit moins contre le plan acier-chômage que les élus socialistes de Moselle, alors que l'un d'entre eux, Ralite, est ministre de l'Emploi. Enfin,

parce que le PCF qui dispose de puissants moyens d'action, ne fait que hausser le ton, comme si l'austérité s'arrêtait par des prestations télévisées.

Passer aux actes !

Les militants du PCF ont du être rassérénés par le passage de Marchais à « L'heure de vérité ». Faites comme moi, leur a-t-il dit, interpellez Mitterrand, renvoyez aux socialistes la balle. Démarquez-vous. Beaucoup auraient souhaité qu'il ajoute « nous nous retirons du gouvernement ». Mais il a parlé aux militants un langage qu'ils voulaient entendre. Soit. Alors chiche.

Le PCF est dorénavant contre l'austérité ? Que tous les militants communistes des entreprises soient maintenant aux avant-postes pour préparer les grandes mobilisations unitaires, contre les licenciements dans l'acier le 13 avril, contre l'offensive de la droite sur l'école le 25 avril. Puisqu'un feu vert a été donné par la direction du PCF, c'est le moment de proposer à ses militants d'organiser des débats unitaires, des actions pour en finir avec l'austérité, pour contraindre le gouvernement à changer de politique. Dans les entreprises, l'heure est à concrétiser la condamnation verbale de l'austérité par Marchais. Proposer que tous, militants communistes, socialistes, syndicalistes, travailleurs, déterminent les ripostes adéquates aux at-



taques patronales et aux mesures d'austérité.

Car il faut sortir du faux dilemme, de la fausse impasse, avoir des ministres ou pas. Qu'ils se taisent ou qu'ils parlent, qu'ils restent ou qu'ils partent, ce qui est décisif, c'est la mobilisation ouvrière, pas l'attente de la manne venue des ministères. Ne pas cautionner la politique d'austérité, cela ne veut pas dire renvoyer Ralite et Le Pors, Fiterman et Rigout à leur permanence de

parti. C'est opposer les travailleurs mobilisés pour la défense de l'emploi et du pouvoir d'achat aux mesures gouvernementales d'austérité. Qu'il y ait ou non des ministres du PCF, seul compte la volonté de se battre. Il est certain que beaucoup de militants du PCF n'en manquent pas et chercheront à joindre aux paroles de Marchais le geste de leurs luttes.

Jean Lantier

Le président : j'assume les licenciements tant pis pour les Lorrains !

Ce qu'a dit Mitterrand lors de sa conférence de presse du 4 avril a de quoi alimenter la colère des sidérurgistes de Lorraine et de Fos-sur-Mer. Le président, élu par les travailleurs, parvenu à l'Élysée sur la vague des espoirs ouvriers du 10 mai, a longuement plaidé pour le profit patronal.

Pour lui, il est normal que la concurrence entre firmes sidérurgiques, que la réduction des ventes d'acier soient payées par les travailleurs. Normal, pour lui, que les aides d'Etat ne soient plus délivrées, fut-ce au prix de milliers de licenciements.

Il a reconnu son erreur de pronostic sur la croissance et, ce faisant, il a renié devant les caméras de télé les engagements pris auprès des sidérurgistes, à Longwy en octobre 1981, au terme desquels l'avenir leur était assuré. Il s'est fait l'avocat de la loi de la concurrence,

des profits patronaux comme moteurs de l'économie, il a justifié que la sauvegarde des profits patronaux entraîne des licenciements. Ce fut donc une cérémonie de mariage, en direct, entre la politique d'austérité du gouvernement et le discours de Gattaz, chef du CNPF.

Comble de ce laborieux plaidoyer, assez défensif, ce fut l'affirmation présidentielle selon laquelle les 20 000 suppressions d'emplois dans l'acier ne sont pas des licenciements. Enfin : les stages de reconversion seront autant de parkings pour travailleurs déçus, en vaine attente d'un patron philanthrope, consentant à investir en Lorraine et embaucher des travailleurs combattifs et au passé riche de luttes.

Mitterrand s'est moqué du monde lorrain, des métallos et des sidérurgistes. Il a été particulièrement inquiet pour

l'avenir. Malgré la formidable mobilisation du 4 avril, il s'obstine dans la voie de l'austérité, qui le conduira à affronter directement les luttes ouvrières. Comme on pouvait s'y attendre, le président, planant au-dessus des partis, ne s'est pas abaissé à répondre aux sommations de Marchais. Comme si son mandat élyséen venait d'une autre planète... Que va faire Marchais, car c'est une fin de non-recevoir que lui a opposé Mitterrand, assortie de menaces pour l'avenir.

Reste donc, après cette prestation présidentielle immergeant le septennat dans l'austérité, à faire céder le gouvernement. Et cet objectif passe par la réussite de la marche des sidérurgistes sur Paris le 13 avril. Car, aujourd'hui, Mitterrand a montré qu'il ne reculera que devant une mobilisation d'ensemble des travailleurs.

Jean Lantier

PROCES DE LANDAU

Un verdict infâme

Le verdict du 29 mars est tombé comme un couperet : un an avec sursis, c'est une peine très lourde que seule la raison d'Etat saurait expliquer.

Ce jugement engage pleinement la responsabilité du gouvernement. C'est en effet lui et sa majorité parlementaire qui ont décidé du maintien de ce tribunal d'exception ; c'est lui qui a donné l'ordre de poursuite et c'est enfin lui, pour ces raisons, qui doit rendre des comptes pour ce verdict infâme, comparable à aucun autre pris durant les dix dernières années où la droite siégeait au gouvernement.

Le sursis et la non-inscription de cette sanction au casier judiciaire des inculpés rendent encore plus clair le message délivré par le pouvoir en direction de ceux qui participent et soutiennent la campagne en faveur du retrait des troupes étrangères d'Allemagne. Verdict au plus haut point politique, il signifie que le gouvernement veut faire taire les soldats français en Allemagne et les composantes des mouvements de paix de ce pays qui se sont engagées dans ce combat. Il n'y a aucune sorte de raison de céder à ce diktat scandaleux. La campagne de solidarité doit donc se poursuivre et s'amplifier.

Dès que fut connu le jugement, les avocats de nos deux camarades se sont pourvus en cassation. Ce premier appel épuisé, c'est la Cour européenne de justice qui devra être saisie, dans le but de confronter le gouvernement français avec ses responsabilités, dans cette grave affaire de violation des droits de l'homme. Mais ce qui demeure le plus important, au-delà de l'aspect juridique, c'est bien entendu que la campagne tant en France qu'à l'étranger connaisse de nouveaux développements, que le dossier édité par le collectif de solidarité soit très largement diffusé et que des initiatives publiques soient prises partout où c'est possible. Etien-

ne Patoor, le troisième inculpé dans cette procédure, tiendra par exemple deux réunions publiques en Suisse (Bâle et Genève) ce mois-ci.

Le coup dur que représente cette atteinte aux droits démocratiques les plus élémentaires doit être annulé grâce à la solidarité militante, en France et à l'étranger, de tous ceux qui sont attachés aux libertés.

J.-L.M.

Communiqué de presse

Ils ont osé. Les magistrats du tribunal militaire de Landau, en condamnant Olivier Lecour-Grandmaison et Laurent Fritz à un an de prison avec sursis, viennent de rendre un verdict inique qui constitue une nouvelle et très grave atteinte aux libertés.

Il était reproché à ces deux soldats la rédaction d'un bulletin de comité de soldats et leur prise de position en faveur d'une pétition pour le retrait des troupes étrangères d'Allemagne, pétition signée à ce jour par huit cents soldats des garnisons françaises d'Allemagne.

Ce jugement scandaleux signifie que le gouvernement et les juges du TMA ont voulu frapper un grand coup

pour bâillonner les soldats qui se prononcent pour la paix et les libertés.

Pour ce faire, ils n'ont pas hésité à créer un précédent juridique exceptionnellement grave sur le plan des libertés, puisque ces deux soldats ne sont lourdement condamnés que pour leurs seuls écrits.

Ils n'ont pas hésité à prononcer la sentence la plus lourde prise à l'encontre de soldats pour des motifs politiques depuis quatorze ans. En effet, depuis le procès de Rennes en 1970, jamais des soldats du contingent n'avaient été pareillement condamnés, ni après la manifestation de Draguignan ni après l'affaire de la Cour de

sûreté de l'Etat en 1975-1976. Ce jugement marque donc une régression dans le domaine des libertés près de trois ans après l'arrivée de la gauche au gouvernement.

Pour l'ensemble de ces raisons, le collectif de solidarité avec les 3 de Landau n'entend pas laisser sans riposte ce déni de justice. Avec Olivier et Laurent, en accord avec leurs avocats, il poursuivra la campagne de solidarité pour obtenir la condamnation par l'opinion française et internationale de ceux qui agissent avec un tel mépris pour les libertés.

Paris, le 29 mars 1984
Collectif de solidarité avec les 3 de Landau

VIENT DE PARAITRE

Un document indispensable

30 francs



POUR L'EGALITE DES DROITS DES IMMIGRES

Une campagne européenne

A l'initiative de la FASTI (1), une vingtaine d'associations immigrées ou antiracistes de plusieurs pays d'Europe rendaient public, le 4 février, un communiqué de presse affirmant leur volonté de mener une « action commune pour la défense des droits des immigrés en Europe, à l'occasion des élections au Parlement européen ».

« Les immigrés, bien qu'ils aient activement participé à la croissance des pays européens de la CEE, seront exclus de cette consultation. » Ainsi commence le préambule adopté par les associations réunies de nouveau ce week-end à Amsterdam pour adopter la plate-forme de cette initiative. « Victimes quotidiennes du racisme (...) phénomène produit d'une profonde crise économique et politique (...) la situation des immigrés se précarise au fur et à mesure que le chômage augmente. »

Les immigrés n'étant pas un enjeu électoral, quel candidat parlera de leurs droits ?, conclut le texte.

Reprenant ainsi un des thèmes les plus évoqués dans les mobilisations antiracistes, notamment en France — la question des droits politiques — la réunion des associations se propose justement d'engager, elle, une campagne sur les « oubliés des européens »

Les boucs émissaires de l'Europe

Chasse aux travailleurs clandestins, expulsions mas-

sives, titres de séjour et de travail non garantis, politique de l'« aide au retour » pour dégonfler les chiffres du chômage, politique des quotas dans les communes, dans les écoles, absence de droits politiques, assimilation immigration = chômage = insécurité : la situation des immigrés est sensiblement la même dans tous les pays d'Europe. Mêmes causes, mêmes effets. Chômage, crise économique entraînent pour tous les gouvernements européens les mêmes nécessités : utiliser les immigrés comme boucs émissaires de la crise.

La méthode et l'ampleur seules diffèrent encore : expulsions massives en RFA, avec non-reconnaissance du droit d'asile et liaison automatique entre perte de l'emploi et expulsion, voire rapatriement forcé et limitation draconienne du regroupement familial ; chasse aux clandestins à domicile et au travail en Angleterre ; remise en cause des acquis sur le droit au séjour en Belgique, dans les faits puis au travers d'un projet de loi discriminatoire et déjà largement



qualifié de raciste (loi GOL), etc.

Les associations réunies, après cet échange commun sur la situation en Europe, ont adopté un manifeste pour l'égalité des droits entre immigrés et nationaux. Les exigences y sont clairement formulées : la garantie du droit au séjour, la libre circulation des immigrés au sein de la CEE, le droit sans restriction au regroupement familial, la lutte contre le racisme, la reconnaissance de l'identité et le droit d'association libre, l'égalité des droits sociaux et politiques.

Un rassemblement en juin

Sur cette base, les signataires du manifeste envisa-

gent de l'adresser à tous les candidats européens pour leur demander de se prononcer sur cette question, puis de rendre publiques leurs positions pendant une semaine d'action fin mai.

Une affiche et un slogan commun — « L'Europe, c'est aussi quinze millions d'immigrés, égalité des droits ! » — unifieraient l'ensemble de la campagne dans tous les pays. Enfin, un rassemblement à Strasbourg en juin pourrait voir le jour sur la base de cette mobilisation.

Cette initiative s'inscrit dans le droit fil des campagnes contre le racisme, pour l'égalité des droits, et notamment la carte unique et le droit de vote en Fran-

ce. Elle vient à point nommé pour rappeler que tous les immigrés subissent au même moment la même montée du racisme, qui ne doit rien au hasard mais à l'utilisation consciente des forces réactionnaires en Europe pour diviser les travailleurs et permettre aux bourgeoisies d'imposer plus facilement leurs plans anti-ouvriers.

Hélène Viken

1. Signataires du communiqué du 4 février : FASTI, CLAP, Accueil et Promotion, CEDETIM (France); MRAX (Belgique); ASTI du Luxembourg; Associations des travailleurs marocains, Associations des travailleurs turcs, Associations des organisations démocratiques immigrées (Hollande); Migrants Action Group (Angleterre), etc.



CHILI

Vers la grève générale contre la dictature

Le Chili a connu le 27 mars une nouvelle journée nationale de protestation. L'appel lancé par le Commandement national des travailleurs (CNT) a rencontré un succès important avec la paralysie de nombreux secteurs économiques. Transports publics et privés en grève, boutiques fermées, écoles et universités désertées ont été suivis par un gigantesque concert de casseroles.

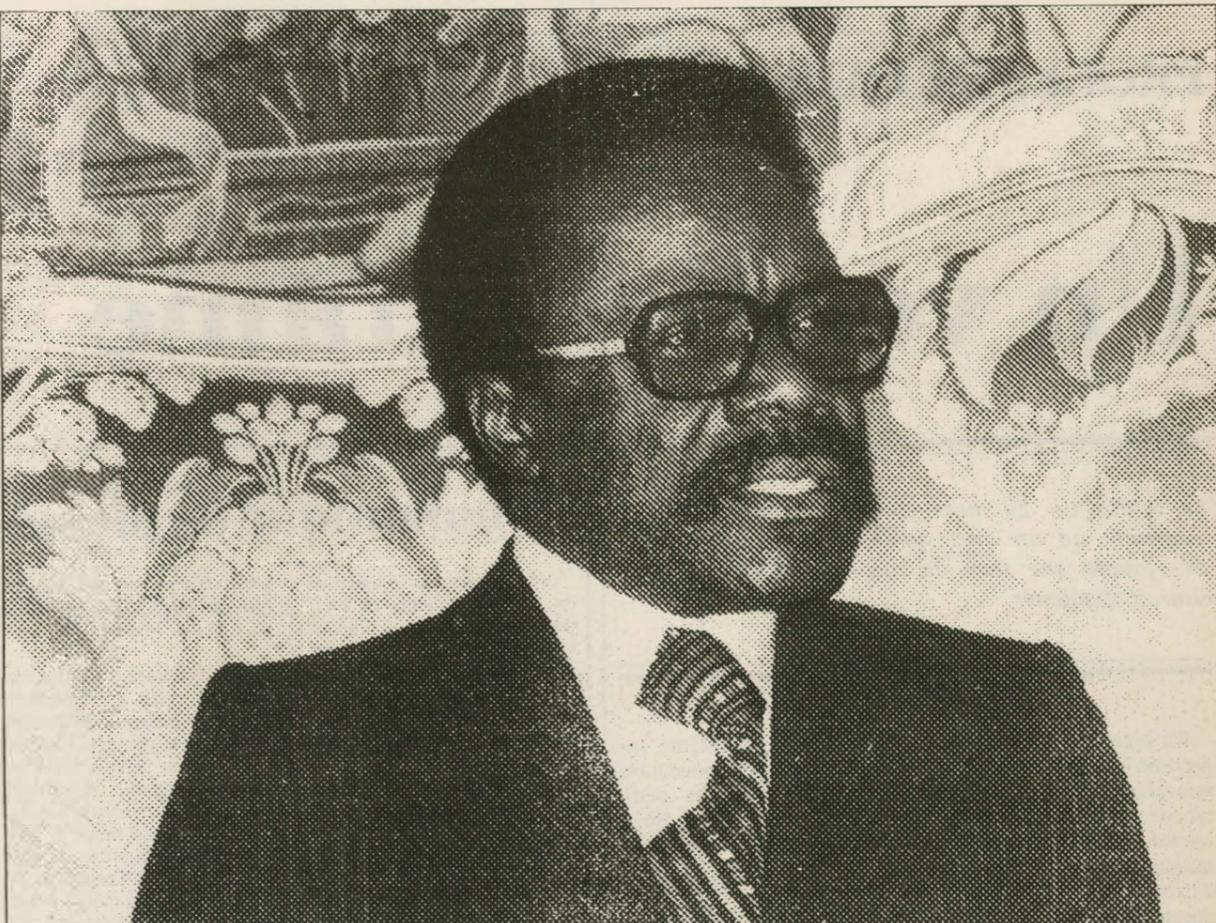
Pinochet avait pourtant pris des mesures exceptionnelles pour enrayer cette huitième "protesta". L'état d'urgence a été rétabli dès le 24, le couvre-feu décrété, la censure appliquée aux informations. Des arrestations préventives ont visé principalement des militants ouvriers actifs dans les "poblaciones", les quartiers les plus déshérités, foyers de résistance à la dictature. Le ministre de l'Intérieur a cyniquement affirmé que ces décisions n'étaient motivées « ni par la terreur, ni par l'esprit de vengeance ou le désir de répression », mais pour « protéger la vie et les biens des Chiliens ». Bilan : quatre morts et des centaines d'arrestations, qui viennent porter à plus de cent le total des victimes depuis la première "protesta" du 11 mai 1983.

Celle-ci a constitué un tournant dans la situation politique chilienne. Conçues comme une forme de lutte non-violente, les "protestas" se sont transformées en affrontements de plus en plus importants avec les forces de répression. Dans les "poblaciones", la spontanéité du début a fait place à la coordination. Elles traduisent surtout la place centrale de la classe ouvrière dans la lutte contre la dictature. Les travailleurs du cuivre et leur syndicat, la CTC, dirigée par Rodolfo Seguel, constituent l'épine dorsale du Commandement national des travailleurs, qui regroupe trois cent quinze syndicats.

Les forces d'opposition se rassemblent autour de deux groupements politiques. L'Alliance démocratique représente l'opposition bourgeoise (démocratie-chrétienne, radicaux et sociaux-démocrates). Elle a ouvert un dialogue par le biais de l'Eglise avec Onofre Jarpa lorsque ce dernier a pris ses fonctions de ministre de l'Intérieur, en août 1983, en proclamant la levée de l'état d'urgence. La répression de la huitième "protesta" constitue donc un revers pour cette politique. La gauche, de certains socialistes au MIR en passant par le PC, se retrouve dans le Mouvement démocratique populaire, mais reste divisée sur les formes d'action. Le MIR préconise la lutte armée tandis que le PC reste favorable à un front regroupant MDP et l'Alliance démocratique.

L'absence de crédibilité de l'opposition bourgeoise et la faiblesse du MDP donnent un caractère décisif à la question de la grève générale. Elle est avancée par des secteurs de plus en plus nombreux, par les syndicats, en particulier celui des travailleurs du cuivre. C'est aujourd'hui la seule perspective politique crédible pour faire tomber la dictature. Autour d'elle peuvent se cristalliser les secteurs en lutte. La convergence croissante vers un affrontement central entre la dictature et le mouvement de masse donne toute son importance à la situation politique chilienne.

Jean-Jacques Laredo



Omar Bongo, président du Gabon. Il fait assassiner ses opposants et ne supporte pas la démocratie en France, lorsqu'on parle de son pays.

GABON

Bongo vaut bien une centrale

Pour s'attirer les bonnes grâces du président gabonais, Mauroy accepte de lui construire une centrale nucléaire. Une première en Afrique, dans un pays-clé pour les intérêts français.

« L'amitié éternelle entre la France et le Gabon » aura été la plus forte. La visite de quarante-huit heures qu'a accomplie Pierre Mauroy à la demande du président Bongo a mis un terme à la brouille et aux « incompréhensions ».

Bongo faisait grief à Paris et à certains milieux français liés au PS d'aider les opposants à son régime et de mener une campagne contre lui. La publication du livre de Pierre Péan, *Affaires africaines*, lui est resté en travers de la gorge faute d'avoir pu l'empêcher. « C'est un service officiel français qui finance aussi la publication d'un livre contre ma personne », s'est-il plaint. La diffusion sur Antenne 2 dans le magazine « Résistances » d'une séquence sur le Morena, parti d'opposition en exil, a valu à Michèle Cotta, présidente de la haute autorité, d'être du voyage et de se faire convoquer au palais.

La brosse à reluire

Mauroy s'est fait rassurant, caressant dans le sens du poil : « Ce qui s'est passé n'est aucunement à l'initiative du gouvernement français et n'engage que leurs auteurs. » « Chacun peut s'exprimer en France comme il l'entend. » Ceux qui ont dû

goûter tout le sel de cette affirmation, ce sont les opposants. Le 6 décembre 1983, la préfecture de police de Paris interdisait une conférence de presse du Morena, parce que « de nature à troubler l'ordre public et à porter atteinte aux relations internationales de la République. »

Pierre Mauroy, en veine de brosse à reluire, a même vu dans le Gabon « un havre de prospérité, de progrès et de paix sociale ». Ben voyons ! Il est sûr que l'entourage présidentiel et les vingt sept mille français installés au Gabon (cinq fois plus qu'à l'indépendance) prospèrent à vue d'oeil dans ce véritable émirat africain. Les forestiers, les entreprises françaises de travaux publics qui se partagent le plus grand chantier du monde, celui du chemin de fer transgabonais, et Elf-Aquitaine qui exploite six millions de tonnes de pétrole par an, sont des farouches partisans de la paix sociale.

Le président gabonais ne s'est pas contenté de ces propos lénifiants. Que la France ferme les yeux sur les atteintes aux droits de l'homme soit, mais Bongo tenait absolument à sa centrale nucléaire. Il l'avait réclamé avec insistance à Mit-

terrand lors de la visite de ce dernier en janvier 1983. Une étude technique rendue en décembre dernier concluait à l'intérêt d'une centrale de trois cents mégawatts, le double de la consommation de Libreville. Le développement d'un réseau hydro-électrique serait à la fois mieux adapté et moins onéreux. Eh bien, non ! Pour cinq milliards de francs, le Gabon sera le premier pays africain à disposer du nucléaire.

Une politique réaliste

Le réalisme de la politique de l'actuel gouvernement français n'a rien à envier à ses prédécesseurs de la V^e République. Le gouvernement issu du 10 mai s'est coulé sans trop de difficultés dans le moule impérialiste. Les gouvernants sont les commis voyageurs du patronat français, à eux de négocier les contrats coûte que coûte. Un pilote d'UTA refuse le dépassement d'horaire que lui demande Bongo, Mauroy annonce aussitôt une demande de sanction et engueule publiquement le représentant de la compagnie. Après la publication d'*Affaires africaines*, Bongo décide un interdit sur les nouvelles en provenance de France, à compter du 23 octobre 1983. Guy Penne, le remplaçant de Foccart, patron du domaine réservé de l'Afrique à l'Elysée, puis François de Grossouvre et enfin Roland Dumas sont dépêchés à Libreville pour calmer les vagues. Il faudra l'annonce par Christian Nucci, ministre délégué à la Coopération et au Dévelop-

pement d'une visite prochaine de Bongo à Paris pour y mettre fin.

La visite aura lieu en septembre ou octobre de cette année et c'est pour la préparer que Mauroy a accédé à la demande de Bongo d'un voyage préalable. « La France sans le Gabon, c'est une voiture sans carburant. Le Gabon sans la France, c'est une voiture sans conducteur », se plaît à dire Bongo. Il se plaît même à dire crûment ce que Mauroy enrobe dans du verbiage courtisan. Dans une interview à *Magazine hebdo*, il répondait à une question sur les changements éventuels depuis le 10 mai : « Je suis de ceux qui disent : le cœur est à gauche, mais on se sert de la main droite pour bien travailler. Je suis un ancien SFIO, j'ai encore ma carte. Mais je regarde les choses en face. Le président Mitterrand est arrivé au pouvoir. Pensez-vous que cela puisse être différent même si c'était Marchais ? Pourraient-ils se passer de l'Afrique ? Surtout d'un pays comme le Gabon ? Non ! Je peux dire que j'ai beaucoup d'amis à l'Elysée. Qu'il soit de droite ou de gauche, le gouvernement français doit tenir compte de notre collaboration. Dès lors que chacun y trouve son compte dans cette coopération, il n'y a pas de problème. »

Que la France y trouve largement son compte — le Gabon est une plaque tournante du dispositif militaire français sur le continent — justifie pour certains quelques courbettes et une centrale.

Jean-Jacques Laredo

TURQUIE

140 grévistes de la faim en danger de mort

Une épreuve de force dramatique s'est engagée dans les prisons turques. Cent quarante prisonniers dans la prison de Mamak, à Ankara, sont au jeûne total. Une délégation de la FIDH vient d'y effectuer une mission.

Une délégation de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) vient d'effectuer une mission en Turquie. Composée de François Martin, médecin hospitalier à Dreux, de M^e Antoine Comte, du barreau de Paris et d'un interprète de nationalité belge, la délégation avait pour but d'évaluer les conditions de détention à la prison de Mamak, à Ankara.

Dans cette prison de la capitale, les mille cinq cents détenus ont entamé le 24 février une grève de la faim illimitée pour le respect de leur dignité, contre les sévices quotidiens dont ils sont victimes. Le 26 mars, vingt d'entre eux décidaient la poursuite de la grève jusqu'à la mort. Ils sont à présent cent quarante en jeûne total.

La visite de la délégation, qui a été écourtée du fait du comportement des autorités turques s'est déroulée en deux temps. Le premier a consisté à rencontrer, dans des conditions forcément clandestines les familles de ces prisonniers politiques ainsi que des journalistes locaux. Ces rencontres ont permis de collecter des témoignages impressionnants. En particulier celui d'un groupe de sept mères de grévistes qui, à la manière des mères de la place de Mai à Buenos Aires, n'hésitent pas à défier les autorités militaires, à venir témoigner lors des procès.

Une volonté d'anéantissement

Le régime que subissent depuis trois ans les prisonniers de Mamak est celui d'une torture quotidienne, institutionnalisée, afin de les asservir, d'anéantir leur personnalité. Tous ont déjà subi des tortures scientifiques depuis leur arrestation. Il ne s'agit même plus de cela. La plupart sont en détention préventive, l'instruction de leur procès est en cours, les militants du TKP et de l'organisation Dev-Yol passent actuellement devant les tribunaux. Les détenus sont gardés par des geôliers, des militaires appelés, mais à qui ils doivent s'adresser comme à des officiers. Ils sont soumis à des contrôles méticuleux, sur la manière dont ils sont rasés, y compris sous les bras, dont ils nettoient leur cellule.

VIENT DE PARAÎTRE



Prix public : 60 francs. Disponible à la librairie La Brèche, 9, rue de Tunis 75011 Paris. Pour toute commande : PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil.

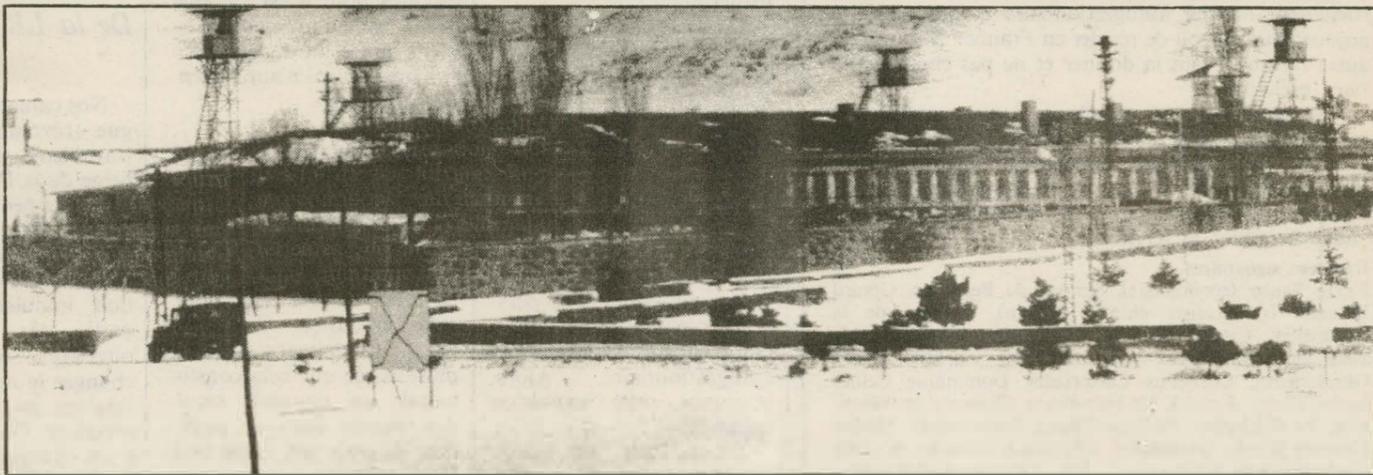


Photo du haut : le général Evren, en civil, est l'initiateur du coup d'Etat. Il est maintenant le président de la République sanglante de Turquie. Photo du milieu : manifestations du Dev Yol, à Paris, le 1^{er} Mai 1980. Photo du bas : la prison de Mamak, à Ankara, une ancienne caserne transformée en camp concentrationnaire.

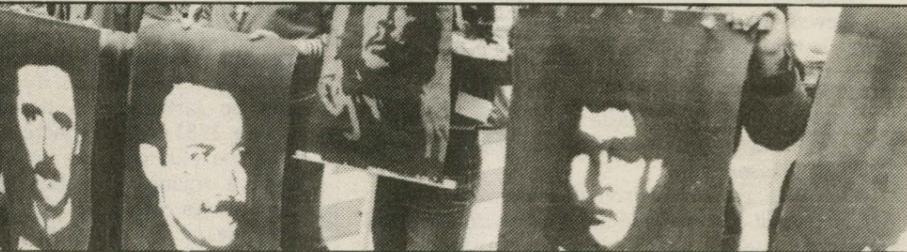
La militarisation de leur vie quotidienne inclut des exercices physiques, des « pompes », qui épuisent les prisonniers dont l'alimentation de base est une « soupe » aux pois chiches, aux cailloux et aux crachats. Ne pas hurler suffisamment fort son matricule lors des appels, qui se renouvellent toutes les heures en moyenne, est puni d'une manière particulièrement bestiale : des chiens sont spécialement dressés à se jeter sur les détenus.

Comment s'étonner de ce que les grévistes de la faim de Mamak aient décidé plutôt de mourir que de vivre dans de telles conditions ? Comment s'étonner de la compréhension de leurs parents, de leur soutien dans cette lutte ?

Le 6 mars, lors de leur procès, des militants du TKP se sont déshabillés et ont exhibé les marques des sévices subis. La délégation de la FIDH a eu accès aux minutes de ce procès. Pour la première fois, les sévices ont été consignés dans le procès-verbal et une enquête ordonnée par le procureur.

L'intimidation des autorités

Des voix se sont élevées pour réclamer une amnistie totale pour les prisonniers politiques. L'ancien ministre des Affaires extérieures et ancien ambassadeur à Paris, M. Ichik, dont le fils militant du TKP fait



partie des grévistes, a écrit à tous les dirigeants politiques pour leur demander une prise de position à ce sujet. Un écrivain a fait paraître dans sa chronique journalistique un article sur l'amnistie qui lui a valu de recevoir deux millions de lettres. Cela lui a coûté non seulement sa rubrique mais aussi deux semaines de prison.

Du côté des autorités et des contacts plus officiels, la mission de la FIDH s'est vue confrontée aux pires difficultés. Elle n'a pu obtenir de voir des détenus et n'a pas été autorisée à assister à un procès dans la prison. Le seul contact a été une rencontre avec le conseiller juridique de l'état de siège, le colonel Garip qui s'est contenté de reconnaître l'existence de la grève et ses motifs, affirmant qu'une commission d'enquête militaire avait été désignée. A partir de sa visite à Mamak, la délégation a été soumise à une filature ostensible, à des intimidations diverses : lors d'un repas au restaurant, les trois membres de la mission étaient entourés aux tables avoisinantes par des policiers avec talkie-walkie ; sortir pour acheter un journal était interdit, les fouilles répétées jusqu'au moment du départ.

Après les élections

Turgut Ozal, l'homme du FMI et actuel Premier ministre, a donné ses impressions sur le mouvement de grève de la faim. Les dénonciations de torture seraient exagérées

et en liaison avec une campagne organisée « à l'étranger et en Turquie sous couvert des droits de l'homme ». Il s'est demandé « jusqu'à quel point elle est réelle. Certains prisonniers font la grève de la faim d'un côté et stockent des vivres de l'autre. » Au-delà du cynisme de l'individu, il y a la reconnaissance d'un mouvement qu'il n'est plus possible de nier, ce qui n'écarte pas la menace pesant sur la vie des grévistes. T. Ozal a conservé la majorité lors des élections municipales qui se sont déroulées le 25 mars dernier, confirmant son score des élections législatives de novembre. Les deux seuls autres partis représentés à l'Assemblée ne totalisent que 10 % des voix aux municipales. Ces élections ont pourtant permis la réapparition du SODEP, parti social-démocrate. Il a ainsi testé son audience pour la première fois depuis son interdiction. S'il ne menace pas directement l'Anavatan de Turgut Ozal, avec ses 25 %, il représente le premier parti d'opposition et dispose d'une audience populaire.

Le régime du colonel Evren, président de la République, qui conserve la haute main sur les affaires du pays semble décidé à la fermeté. Face à lui les grévistes sont déterminés à aller jusqu'au bout. C'est une épreuve de force dramatique qui est engagée dans les prisons turques. Après les douze morts de la prison de Diyarbakir, les cent quarante grévistes de Mamak ont choisi : la dignité ou la mort.

Jean Jacques Laredo

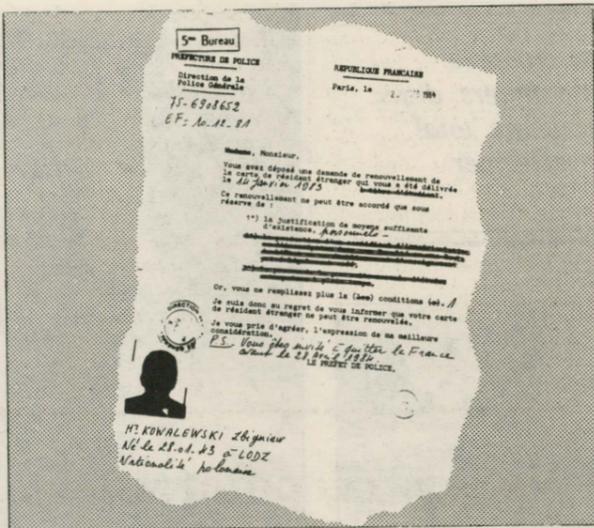
Le gouvernement français osera-t-il expulser Kowalewski ?

Zbigniew Kowalewski, dirigeant de Solidarnosc, expulsé de France d'ici le 28 avril 1984 : la nouvelle a fait l'effet d'une bombe.

Le motif officiel pour lequel la préfecture de police lui refuse le renouvellement de sa carte de résident étranger apparaît dérisoire, comme s'il s'agissait d'un de

ces prétextes qui ne servent qu'à couvrir une politique qui n'ose s'afficher pour ce qu'elle est.

Zbigniew Kowalewski est en effet connu à plus d'un



Appel national

Dirigeant de Solidarnosc à Lodz, Zbigniew Kowalewski est aujourd'hui brutalement « invité » à quitter le territoire avant le 28 avril 1984, alors qu'il réside en France depuis plus de deux ans.

Le motif officiel du refus, par la préfecture de police, de renouveler sa carte de résident étranger, serait qu'il ne dispose « plus de moyens suffisants d'existence personnels ».

En vérité, on est en droit de s'interroger sur ce prétexte. Serait-ce parce que Z. Kowalewski était trop activement engagé dans le combat en faveur du socialisme ouvrier autogestionnaire qu'on lui retire aujourd'hui le droit de résider en France ? S'il y a une autre raison, il faut la donner et ne pas chercher de faux prétextes.

Attachés au droit d'asile et à la solidarité internationale, nous nous portons collectivement garants des moyens d'existence de Zbigniew Kowalewski et demandons au gouvernement français d'annuler la décision de la préfecture de police l'invitant à quitter le territoire.

Premiers signataires

Pierre Bauby (économiste), Simone de Beauvoir, Gérard Blomme (syndicaliste chimie, Rouen), Général de la Bollaïdière, Claude Bourdet, Carlos Bravo (responsable association immigrée), Alain Brossat, Christine Buc-Glücksman, Cornélius Castoriadis, Dominique Cellier (universitaire, Rouen), M^e Jean-Pierre Chantecaille (bâtonnier, La Rochelle), Philippe Chaste (imprimeur), Michel Chauvet (Ecole émancipée), Christiane Chaudet (Comité solidarité avec Solidarnosc), Jean Chesneaux (historien), Catherine Delay (enseignante), Serge Depaquit, Francis Dermien (syndicaliste enseignant, Rouen), Julien Desachy (Ecole émancipée), Marguerite Duras, Michèle Ernis (élu municipal Saint-Etienne-du-Rouvray), M^e Jean-Jacques de Félice, Jules Fourier (ancien député), Dominique Gérardin (bibliothécaire), François Géze (directeur d'édition), Daniel Guérin (historien), Pierre Halbwachs (professeur, Paris VII), Jean-Luc Heller (secrétaire général CGT-INSEE), Gérard d'Hersigny (Ecole émancipée), M^e Roland Houver (Strasbourg), M.-F. Kahn (professeur de médecine), Yvon Kerhervé (secrétaire général CFDT-INSEE), Jean-Claude Klein (musicologue), Alain Krivine, Jean-Pierre Kindt (syndicaliste, Lille), Georges Labica (professeur, Paris X), Arlette Laguiller, Jacky Leborgne (syndicaliste santé, Rouen), Michaël Lowy (chercheur CNRS), Sabine Mamou (monteuse films), Jean-Pierre Martin (psychiatre, Lille), Michel Ménard (syndicaliste PTT, Rouen), M^e Danielle Mérian, Jean-Louis Michel (journaliste), Gérard Molina (professeur de philosophie), Théodore Monod (membre de l'Institut), M^e Léo Matarasso, Bernard Nowak (syndicaliste, Lille), Maurice Najman (journaliste), Michel Piccoli, Patrice Pinnel (chercheur INSERM), E. Plocki (institutrice), Jean-Yves Potel (écrivain), Maurice Rajsfus (journaliste), M^e Roland Rappaport, Michel Raptis (journaliste), Daniel Richter (syndicaliste Renault-Flins), Pierre Rissient (réalisateur), David Rousset (ancien député, écrivain), Antoine Sanguinetti (amiral, CR), Jeanne Singer (chercheur CNRS), Laurent Schwartz (mathématicien), Syndicat CGT des correcteurs, Bertrand Tavernier (cinéaste), Charles-Henri Ternois (syndicaliste, Lille), D^r F. Tomkiewicz (dir. recherche INSERM), Charles Urgewicz (maître-assistant langues orient.), Jacques Valier (professeur Paris X), M^e Claude Valin (La Rochelle), Pierre van Beughen (syndicaliste, Lille), Fred Zeller.

● Envoyez les signatures à : Collectif de soutien à Zbigniew Kowalewski, c/o Catherine Delay, 25, rue d'Enghien, 75010 Paris.

Soutien financier : CCP 10 258 88 B Paris, chèques à l'ordre de Sylviane Gauthier (à envoyer à l'adresse du collectif).

titre. Il était membre du présidium de Solidarnosc à Lodz et était en France l'invité des syndicats CGT et CFDT de l'INSEE lors du coup de Jaruzelski en décembre 1981. Il a consacré depuis le plus clair de son temps à organiser la solidarité avec ses camarades victimes de la répression bureaucratique.

Dans ce cadre, il ne fait pas mystère de ses positions politiques, même si elles ne coïncident pas avec celles d'autres dirigeants du syndicat polonais contraints eux aussi à un exil forcé. Z. Kowalewski demeure l'un des partisans les plus déterminés de la révolution polonaise contre la bureaucratie, au nom de la perspective d'une réelle démocratie socialiste, ouvrière et autogestionnaire. Alors, pourquoi cette expulsion scandaleuse ?

Est-ce l'une des conséquences du dégel des relations officielles franco-polonaises, comme l'avance le *Matin* ? Le chef de la délégation polonaise venue tout récemment à Paris n'avait-il pas expliqué cyniquement que « l'un des fondements de la politique est la capacité

d'oublier » ? Le président du groupe socialiste à l'Assemblée, Pierre Joxe, n'avait-il pas déclaré à cette occasion : « Les relations franco-polonaises ne sauraient être bloquées par des événements passagers, aussi graves soient-ils. » Est-ce les positions politiques de Z. Kowalewski qui expliquent les mesures dont il est victime de la part d'un gouvernement qui se dit de gauche ? La chose en soi n'aurait rien de surprenant.

Quoi qu'il en soit, la LCR, en liaison avec tous les courants qui se sont résolument engagés dans la solidarité avec Solidarnosc, aura à cœur de tout mettre en œuvre pour empêcher cette expulsion. Z. Kowalewski ne doit pas être expulsé parce que cela constituerait un nouveau recul des libertés dans ce pays, près de trois ans après mai 1981, mais aussi parce que le mouvement ouvrier en serait très durablement affecté dans ses capacités à témoigner durablement sa solidarité internationale élémentaire avec la révolution polonaise.

J.-L. M.

Inprecor numero 171 : spécial Europe

A l'occasion de la préparation des prochaines élections européennes, Inprecor publie un numéro paraissant le 16 avril 1984 entièrement consacré, sur 36 pages, à cette question. Vous y trouverez les articles suivants :

— Déclaration des sections européennes de la IV^e Internationale sur les élections européennes.

— Situation du Marché commun (Ernest Mandel) et question de l'intégration de l'Espagne et du Portugal.

— Analyse d'une question nationale au cœur de l'Europe : l'Irlande, avec une interview ex-

clusive d'un dirigeant du Sinn Féin.

— L'état des rapports entre la CEE et les pays d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP).

— La politique bourgeoise en matière de défense européenne et les rapports Est-Ouest.

— Un exemple de restructuration industrielle capitaliste : la sidérurgie belge.

Ce numéro 171 sera en vente à 12 francs. Pour toute commande spéciale s'adresser à la PEC, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil ou à Inprecor à la même adresse.

NICARAGUA

Blocus contre la révolution

La menace de blocus du port de Corinto se précise. Appuyés par la flotte américaine, des raids nocturnes ont lieu au départ du Honduras. Des vedettes « contras » viennent déposer des mines, qui ont endommagé quatre navires étrangers sans compter les embarcations nicaraguayennes. Corinto, sur la côte Pacifique est vital pour l'économie du Nicaragua, 80 % des importations — notamment pétrolières — y transitent. L'objectif est clair. Porter un coup fatal au régime sandiniste, en l'asphyxiant. Si les compagnies d'assurances maritimes déclarent le port « zone de guerre », le coût financier serait dramatique pour Managua. La révolution sandiniste est toujours menacée d'étouffement. La solidarité internationale doit, plus que jamais, lui venir en aide.

J.-J. L.

BELGIQUE

De la LRT au POS

Nos camarades de la Ligue révolutionnaire des travailleurs (LRT), section belge de la IV^e Internationale, viennent de tenir leur VII^e Congrès national. Celui-ci a adopté à une très large majorité une résolution intitulée « Vers un parti de l'avant-garde ouvrière » et décidé de changer le nom de l'organisation en Parti ouvrier socialiste. Cela correspond à un changement profond dans le travail et la composition interne de la section.

Marquée par les militants issus du mouvement étudiant, la LRT, depuis sa fondation en 1971, n'avait pas su profiter de la présence dans ses rangs de militants ouvriers chevronnés. Elle n'en a ressenti que plus durement les reculs des montées révolutionnaires dans l'Europe du sud il y a une dizaine d'années et l'offensive d'austérité de la bourgeoisie belge à la fin des années soixante-dix.

Le « tournant vers l'industrie » décidé par l'Internationale lors de son XI^e Congrès mondial de 1979 a donné un nouvel élan à la section belge. A l'issue d'un congrès axé sur la tâche de construction du parti, les résultats sont encourageants. Le POS compte dans ses rangs 82 % de travailleurs salariés, 25 % des militants sont des ouvriers d'industrie et 22 % ont

des responsabilités syndicales. Avec des effectifs

en augmentation de 20 % par rapport au précédent congrès, le POS peut atteindre son objectif de gagner des dizaines de nouveaux militants ouvriers.

Jean-Jacques Laredo

GRANDE-BRETAGNE

La grande grève des mineurs

Débutée il y a un mois, la grève des mineurs britanniques s'est transformée en une épreuve de force nationale avec le gouvernement Thatcher. Le refus des fermetures de puits et les suppressions d'emplois qui en découlent sont à l'origine du conflit. Depuis 1979, année de l'arrivée au pouvoir de Thatcher, 47 000 emplois ont été supprimés. Sont prévus dans les huit prochaines années la fermeture de quatre-vingt quinze puits et 70 000 suppressions d'emplois : un tiers de l'effectif total.

Le mouvement est parti du Yorkshire, l'un des bastions du syndicat des mineurs (NUM), dont la grève en 1974 avait causé la chute du gouvernement conservateur d'Edward Heath. La grève s'est étendue grâce à l'action des piquets volants, qui ont sillonné le pays afin d'entraîner les autres puits dans l'action.

Les conservateurs, forts de la confortable majorité acquise aux élections de juin 1983, ont choisi la dureté. Vingt mille policiers ont été mobilisés pour s'opposer aux piquets. Ces attaques s'inscrivent dans les plans anti-syndicaux de Thatcher, concrétisés dans les lois de 1980 et 1982. Elles font suite à la défaite du syndicat de l'imprimerie (NGA) trahi par la direction du TUC, la centrale unique. Thatcher veut la peau du NUM. Son président, Arthur Scargill, fait partie de la gauche syndicale et proposait lors du congrès de la centrale en septembre 1983 une stratégie d'actions extra-parlementaires contre le gouvernement conservateur. Le NUM est la colonne vertébrale du mouvement ouvrier britannique et les enjeux de la lutte n'en sont que plus décisifs.

Les mineurs viennent de recevoir le soutien des travailleurs des transports et des dockers. Leur syndicat, fort de 1,8 million d'adhérents, s'engage à refuser le transport et le déchargement de charbon et de pétrole. La direction du TUC s'est abstenue jusqu'à présent d'apporter son soutien aux mineurs. Le bras de fer engagé apparaît ainsi comme un révélateur dans les clivages au sein du mouvement ouvrier britannique.

Jean-Jacques Laredo

POLAR

Trois révélations récentes

Le polar français ne se porte pas trop mal. Voici trois bouquins qui viennent de sortir, de trois auteurs nouvellement nés qui tiennent les promesses des premières œuvres et qui devraient bien attirer l'attention des gens du cinéma ou de la télé.

Passage des Singes, de Jean-François Vilar (Presses de la renaissance). Vilar dirigea pas mal de temps la page culturelle de *Rouge*. Il publia, en 1981, un premier livre sensationnel, *C'est toujours les autres qui meurent*. *Passage des Singes* continue la vie détachée du reporter-photographe Victor Blainville, qui va se trouver mêlé, dans des quartiers pittoresques de Paris, à une nouvelle aventure criminelle. Comment il lui faudra manœuvrer, pour s'en tirer sans trop de dégâts physiques ou moraux, comment il devra renouer d'anciennes amitiés, tâcher de dresser des gens du Betar contre des néo-nazis, voir ressusciter un peintre assassiné, voici quelques années, de façon célèbre... Vilar, passionné de Paris, fou de photo, a pris cette fois comme axe autour duquel bâtir son histoire, non plus le peintre surréaliste Marcel Duchamp mais, plus banalement, une vedette pop.

Les allusions littéraires en deviennent peut-être moins nourries, mais l'intérêt du récit n'y perd rien.

Mygale, de Thierry Jonquet (Série noire). La prose gouailleuse et directe de Jonquet n'a rien à voir avec la recherche de Vilar ; mais l'efficacité est au rendez-vous. Il nous présente une histoire classique de « savant fou », mais bâtie de telle sorte que la révélation finale garde un pouvoir stupéfiant intense. Magnifique roman noir, au sens moderne du terme, mais aussi au sens ancien, quand on appelait comme ça les romans gothiques anglais et impies.

Vaines Recherches, d'Hugues Pagan (Fleuve noir, Engrenage). On a réédité récemment les romans policiers de Giorgio Scerbanenco, c'est une bonne chose, mais on a dit que c'était l'événement de l'année, pas d'accord. J'aime bien Scer-

banenco, mais Pagan c'est dix fois mieux, et c'est tout neuf. *La Mort dans une voiture solitaire* et *Je suis un soir d'été* nous l'avaient déjà fait savoir, ce *Vaines Recherches* nous le confirme (malgré, peut-être, une influence un peu trop forte du 87^e district d'Ed MacBain). Petite chronique flicarde dégoutée, glauque, écriture parfois ultra-sophistiquée

mais le plus souvent d'une efficacité balistiquement meurtrière. Tenez, goûtez : « Soledad était en train de passer sur le dos, elle avait elle aussi attaqué la bretelle de sortie, elle leur échappait doucement. Les deux opérations chirurgicales qu'elle avait dû subir s'étaient déroulées de manière satisfaisante et pourtant elle était en train de dégager, comme un

avion de chasse qui quitte le groupe et commence à piquer vers le sol, sur une trajectoire douce et réfléchie. Tout s'était bien passé, mais peut-être tout simplement n'avait-elle pas l'intention de continuer plus avant et trouvé là l'occasion de se tirer sur la pointe des pieds, sans faire chier personne. »

P.-L. Thirard

Nouveautés

Deux titres à ne pas manquer : un Bill Pronzini au Masque (vous avez bien lu) : *L'arnaque est mon métier*, crime dans le milieu des auteurs et collectionneurs de « pulps », savoureux comme tout, et un Westlake sublime, *Ça n'arrive qu'à moi*, en Série noire, où ce pauvre Dortmund joue une fois de plus au malfrat malchanceux, avec autant de brio que dans *Pierre qui roule*, d'hilarante mémoire.

Par contre, le Bloch qui vient de sortir (Engrenage International), *Autopsie d'un kidnapping*, est sans grand intérêt. Les autres Série noire anglaises ou américaines récentes ne sont pas si déroutantes ; mentionnons une curiosité, un bon Kaminsky (*Radio panique*) qui n'est pas bâti sur le schéma habituel du « privé rétro » à Hollywood.

Domaine français : de l'estimable. *La Nuit rouge*, de J.-F. Coatmeur, est un bon suspense (Albin Michel), *Honey Money* (Tito Topin, Série noire) et *les Louves debout* (Michel Jeury, Engrenage) de bons polars psychologiques, *Raid Maure* (Engrenage, Dagory) une plaisante satire du Paris-Dakar et *la Dime du siècle* (G.-J. Arnaud, Fleuve noir, Commander) dénonce les liens de l'Eglise et de la Mafia.

P.-L. T.

C'est pas du polar, mais...

Quatre bouquins passionnants :

● *Autopsies du roman policier*, recueil de textes théoriques, réunis par Uri Eisenschweig, en 10-18. On a beaucoup écrit et théorisé, dès sa naissance, sur le genre polar ; l'anthologie en question réunit de façon commode quelques textes célèbres et instructifs. Maugham, MacLuhan, Ernest Bloch... et d'autres.

● *Kahawa*, de Donald Westlake, aux Presses de la Cité. Gros roman d'aventures, avec sexe et exotisme. IncurSION d'un maître du polar, dans un genre inédit. Traduction de Manchette.

● *Enquête sur Piero Della Francesca*, par Carlo Ginzburg, Nouvelle bibliothèque scientifique, Flammarion. Ginzburg est historien et marxiste ; il n'est pas « historien d'art » ; il étudie les événements de la vie de Piero en se basant sur les documents d'époque, mais aussi sur un décryptage des éléments peints par l'artiste. Qui a commandité telle œuvre, pourquoi, quand, comment ? L'absence volontaire de toute indication esthétique (rappelons qu'il s'agit d'un des plus grands peintres de tous les temps !) est un piment supplémentaire. Un régal de polar historique.

● *David Goodis, la vie en noir et blanc*, par Philippe Garnier, éditions du Seuil. Un peu la même méthode : Garnier a été aux USA, a recherché les traces de Goodis, interrogé des témoins, fouillé des archives hollywoodiennes. Il en ressort un bouquin passionnant et émouvant, sur le romancier que le cinéma français chérit (*la Lune dans le caniveau*, *Rue Barbare*, *Tirez sur le pianiste*) après l'hollywoodien (le Bogart-Bacall *les Passagers de la nuit*). Quelle est la base économique du métier d'écrivain — du moins dans ce cas précis, comment on « en vit »...

P.-L. T.



● **Dimanche** 20 h 35 (TF1), *le Crime de l'Orient-Express*, de S. Lumet, avec une pléiade de comédiens dont l'étonnant Albert Finney dans le rôle du détective belge Hercule Poirot... Pour le reste, ce film est une adaptation strictement commerciale (donc honorable) d'un roman d'Agatha Christie, qui illustre parfaitement les

deux pôles entre lesquels filme Sidney Lumet. Ici c'est le pôle négatif !

22 h 30 (FR3), *la Maison du Maltais*, de Pierre Chenal, avec V. Romance, Dario, Juvet et Pierre Renoir.

● **Lundi** 20 h 35 (FR3), *Portier de nuit*, de Liliana Caviani, avec Dirk Bogarde et Charlotte Rampling. Ce film en son temps secoua la

critique de gauche, et même dans les pages de *Rouge* on lut certains articles laudateurs pour le moins précipités. Le temps a fait justice de Caviani et de ses « scandales ». Le film est nul et la « provocation » ne dépasse guère le niveau du rayon cuir de la Samaritaine.

● **Mardi** 20 h 40 (A2), *Hôtel des Amériques*, d'A. Téchiné, avec P. Dewaere et C. Deneuve. Film raté, boursoufflé, ennuyeux.

20 h 35 (FR3), *le Boucher*, de Claude Chabrol, avec

Jean Yanne et S. Audran. Un très bon Chabrol, savoureux dans son mélange détonnant du comique le plus noir et du drame sociologique ; et puis Yanne et Stéphane Audran sont absolument excellents !

● **Judi** 20 h 35 (A2), troisième épisode de *la Saga du Parrain*, de F. F. Coppola.

20 h 35 (FR3), Cinéma sans visa pour la Finlande ce soir, avec *la Terre de nos ancêtres*, de Rauni Mollberg... que je n'ai pas vu.

22 h (TF1), début d'une série de six émissions con-

coctées par le célèbre vulcanologue Haroun Tazieff...

● **Vendredi** 23 h (A2). En cinq films, tous excellents, une approche de l'œuvre de l'un des plus grands réalisateurs américains, Howard Hawks. Ce soir *la Patrouille de l'aube* (1930), avec Richard Barthelmess et Douglas Fairbanks Junior. Je n'ai jamais aimé la « politique des auteurs » qui vous faisait d'un cinéaste, fût-il grand, un « génie » dont il fallait obligatoirement se pâmer devant la moindre toile...

Hawks a commis quelques navets (comme tout le monde) mais il a tellement bien su tirer son épingle du jeu hollywoodien que ce grand spécialiste de la « screwball comedy » — ou comédie loufoque de l'entre-deux guerres — réussit aussi bien dans tous les genres (western, drame social, film d'action, d'aventures, de guerre...). Cet éclectisme est pour moi la marque d'un grand talent à découvrir pendant cinq semaines au fil de cet hommage...

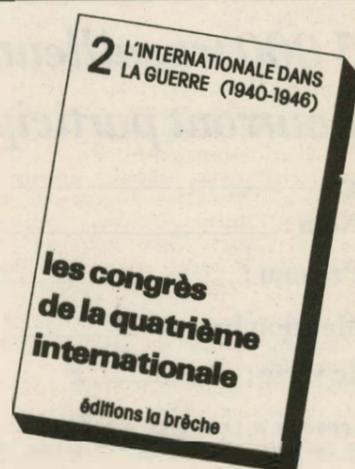
Michel Laszlo

L'Internationale dans la guerre (1940-1946)

Textes présentés, rassemblés et préfacés par Rodolphe Prager

Dans ce second volume — qui s'ouvre sur « La déclaration des communistes internationalistes de Buchenwald », en hommage aux révolutionnaires, aux trotskystes, traqués, capturés, torturés, déportés, morts dans le combat qui fut le leur — se trouvent rassemblées les principales déclarations et résolutions du comité exécutif de la IV^e Internationale siégeant à New York, du secrétariat provisoire européen, de la Conférence européenne clandestine de la IV^e Internationale, du comité exécutif européen et de la I^{re} Conférence internationale après la guerre. En annexe : « Les victimes de la répression », fragmentaire certes, mais qui permet une approche plus concrète de l'ampleur de la répression que subirent les trotskystes et du nombre élevé des victimes des crimes stalinien.

75 francs



GARDANNE, FOS, AIX...

Une journée avec Alain Krivine

Nombreuses discussions avec des travailleurs des différentes usines de la région, jeudi 26 avril, aux portes des entreprises comme au meeting le soir à Gardanne, pour préparer le rassemblement contre l'austérité des 26 et 27 mai.

« Le niveau de conscience politique des travailleurs est en retard sur la situation, c'est cela le gros problème », résume le responsable de la CGT-Péchiney Gardanne. Il est dix heures, jeudi 26, des militants de la CGT prennent un café avec Alain Krivine et des militants de la LCR de la région dans un bar-tabac à côté de l'usine. « Depuis quelques mois, poursuit le camarade de la CGT, nous avons affiné nos propositions, contre la crise, les licenciements. Aujourd'hui, elles tiennent la route et les travailleurs nous suivent. Mais on n'y peut rien, insiste-t-il, si

ce sont les propositions de Mitterrand qui ont été votées en 1981. » Krivine lui fait remarquer que cela n'empêche en rien de développer les luttes des travailleurs sur leurs propres revendications, et que la majorité du 10 mai n'a de toute façon pas été élue pour fermer Péchiney, les mines voisines, ou Ugine acier à Fos. Un autre militant de la CGT insiste : « Les propositions de Mitterrand ne doivent pas nous servir d'excuse. C'est comme si dans l'entreprise, les propositions patronales reprises par les syndicats réformistes étant

Rassemblement des travailleurs

26-27 mai

LE BOURGET

contre l'austérité contre l'Europe capitaliste

majoritaires, nous les reprenons nous-mêmes, au lieu de proposer des solutions alternatives. Ce serait absurde ! »

La tournée des usines

A sept heures du matin, les militants de la LCR, avec leur estafette sono décorée d'affiches, avaient commencé la tournée des usines, aux portes de Péchiney, pour appeler au meeting le soir. A huit heures, ils étaient aux portes de la Thomson Aix ; à midi à Fos. Devant les portes d'Ugine acier, des travailleurs, des militants de la CGT et de la CFDT se regroupent avant l'intervention de Krivine. Dans une heure ou deux, le « plan acier » du gouvernement va tomber. C'est l'anxiété, la colère qui monte. Des militants de la CFDT discutent entre eux. « Les instances régionales ne veulent pas poser le problème de fond : est-ce qu'on se plie à la logique du marché capitaliste, ou est-ce qu'on impose une autre logique de développement répondant aux besoins des travailleurs ? » Les cars de l'équipe d'après-midi commencent à arriver. Des militants, des travailleurs d'Ugine décident de les arrêter. Ils montent dans les cars et invitent les travailleurs à venir écouter Alain Krivine. Cent cinquante ouvriers sont rassemblés devant les portes. Tous écoutent attentivement les propositions de la LCR. Il conclut par un appel à l'action, de tous les sidérurgistes, ensemble, de la Lorraine à Fos. Les travailleurs applaudissent.

Des groupes de discussion se forment, une vingtaine de travailleurs prennent à parti un journaliste local : « Vous passez la moindre déclaration de Gaudin ou Defferre, mais pour nous, les ouvriers, pour nos syndicats, c'est le silence. » Le lendemain, les travailleurs d'Ugine feront parler d'eux en manifestant dans Marseille.

L'après-midi, l'estafette sono fait le tour de la cité des mineurs de Gardanne. Krivine est interviewé par la presse et la télé locales. A dix-huit heures se tient le meeting à la Maison du peuple, le premier meeting de la Ligue à Gardanne. Plus de cent personnes sont présentes. Hommes, femmes, jeunes et moins jeunes, travailleurs et travailleuses, de la Thomson, de Péchiney, des mines... personne n'a pu venir d'Ugine Fos. Là-bas, le plan est tombé à 14 heures. L'usine va fermer, ils préparent la lutte en riposte.

« Les mineurs ne sont pas contents »

Un militant de la LCR, mineur à Carmaux, ouvre la réunion, Alain de la Thom-

son d'Aix fait le point sur la situation de l'emploi dans la région. Après l'intervention de Krivine, le débat est ouvert. Un temps d'attente, puis un responsable de la CGT, conseiller municipal, prend la parole : « Vous aviez appelé à voter Mitterrand, sans donner de contenu. Aujourd'hui, le résultat est là. La CGT que tu critiques, Krivine, se bat partout. Le PC aussi. Valbon, responsable des Charbonnages, a même démissionné et beaucoup de travailleurs lui donnent raison. » Un travailleur de Péchiney détaille les investissements à l'étranger du groupe nationalisé, et les projets de fermetures en France. Il souligne que Pezet et de Caumont, élus locaux du PS, proposent de céder l'usine d'Argentières au trust US Kaiser, pour un franc symbolique. Un militant de la Ligue précise que tous les élus du conseil régional déclarent que sur ce point il y a accord. Après une première réponse de Krivine, le responsable de la CGT, mineur, intervient : « Fiterman a dit aux travailleurs "Luttez, vos luttes ne nous gênent pas, au contraire". Car la direction du parti comme les ministres veulent ensemble que toutes les propositions de Mitterrand soient appliquées. » Cette fois, c'est un dialogue dans la salle. « Je ne suis pas d'accord avec ce que vient de dire Joël, explique une femme de mineur, on était content lorsque Valbon a démissionné des Charbonnages, mais les députés du PC ont voté le budget qui contient les licenciements. Et si les ministres sont là pour faire tapisserie, à quoi ça sert ! Les mineurs, en tout cas, ne sont pas contents du tout. Pas du tout, insiste-t-elle, et les un, deux ou trois jours de grève ne donnent rien. »

Dans sa conclusion, Krivine souligne qu'une critique vigoureuse des orientations du PS ou de la CFDT aujourd'hui, ne doit en aucun cas masquer les responsabilités particulières de la CGT et du PCF. Il remarque au passage combien la lutte exemplaire des chantiers de La Seyne, non loin de là, dirigée par la CGT est ignorée dans l'Humanité ou la VO. Il conclut par un appel à l'action, au « tous ensemble », contre les coups mortels pour leur emploi que subissent tous les travailleurs. Au moment où le Conseil des ministres vient de décider d'en amplifier les effets dévastateurs dans la sidérurgie.

Le meeting est clos à 20 h 00, de nombreux participants se regroupent autour d'un buffet campagnard. « Tu es très dur contre le parti, explique un militant à Krivine, et tu n'attaques pas assez la droite, mais au fond je suis d'accord avec la plupart des critiques que tu fais. »

Michel Morel

Souscription 84 objectif 500 000F

Pour tenir le rassemblement du Bourget,
pour aider la LCR

à mener cette campagne contre l'austérité

500 000 F sont nécessaires

(infrastructure, propagande, voyages)

Si chaque participant verse 50F,

si chaque lecteur ou lectrice

verse 50F de soutien,

5 000 travailleurs de tout le pays

pourront participer à ce rassemblement

Nom : _____

Prénom : _____ Profession : _____

Mention brève : _____

Je verse : _____ F

(chèque à l'ordre de la LCR)

A retourner à Michel Rousseau, 2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil